



Societas Criticus



Revue de critique sociale et politique

On n'est pas vache...on est critique!

Vol. 3, no. 1 - Mars 2001

Cette revue est éditée à compte d'auteurs.

Index

A méditer

Les questions éditoriales du Critiqueur

Le pays... Nike!

L'Horreur

Pour en finir avec la guerre des... chiffons!

Bernard Landry dit "La souveraineté et rien d'autre"

Urgences

Microsoft et la concurrence!

2 questions

Québec/Canada/Monde

A term limit for politicians?

Le dossier du mois: Les idéologies modernes

Deregulation: back to the past!

L'écologisme: geste social d'avenir

Le piège ethnique

Le problème de la pauvreté et de la charité

Cultura Societas: CD, Disques, Films, DVD

Commentaires livresques!

Arts Criticus!

[Cultura Recipiere](#)

[Le fouineur Societas](#)

[Le fil de presse/communiqués](#)

Pour nous rejoindre: societascriticus@hotmail.com

[Societas Criticus](#)

C.P. 182, Succ. St-Michel
Montréal (Québec) Canada H2A 3L9

Vous trouverez sur notre site des liens vers ***l'Agenda et les Musts de Societas***, le ***courrier critcus***, nos ***hyperliens de références, graffiti*** et autres. A vous d'explorer les ressources que nous vous offrons et de nous faire part de vos commentaires et liens d'intérêts.

Les co-éditeurs:

[Michel Handfield](#), M.Sc. Sociologie, Cynique-réaliste et Délinquant Intellectuel pour penser autrement!

[Gaétan Chênevert](#), M.Sc. Adm. (productivité humaine), Diogénien

Soumission de texte:

Les envoyer par [courriel](#). Si votre texte est en fichier attaché, si possible le sauvegarder en format "rtf" (rich text format) sans notes automatiques.

[##### Index #####](#)

A méditer

L'homme, à en croire Hegel, ne sera tout à fait libre "qu'en s'entourant d'un monde entièrement créé par lui".

Mais c'est précisément ce qu'il a fait, et il n'a jamais été aussi enchaîné, aussi esclave que maintenant.

Cioran, "De l'inconvénient d'être né", in Oeuvres, Quatro, Gallimard, p. 1357

N'a de convictions que celui qui n'a rien approfondi. (Ibid., p. 1353)

Index

Les questions éditoriales du Critiqueur

Le pays... Nike!

Michel Handfield

Dans le dernier numéro de *societas criticus*, j'ai parlé du livre de Zygmunt Bauman, 2000, *Le coût humain de la mondialisation*, Pluriel. J'y reviens.

En effet, pour Bauman, l'État n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été. L'économie a été expropriée par les multinationales et l'État n'est plus qu'un simple gardien de l'ordre public. Un appareil de sécurité pour les grandes corporations. En fait:

(...) l'État n'a pas le droit de toucher à la vie économique: toute tentative dans cette direction conduirait les marchés financiers à réagir de façon rapide et impitoyable. Cela aurait pour seul effet de mettre encore plus crûment en lumière l'impuissance économique de l'État, perspective qui épouvante les équipes dirigeantes. (p. 103)

La souveraineté de l'État est expropriée, rien de moins! Les gens n'en sont peut être pas encore conscient, mais inconsciemment ils le savent! Eux qui ont troqué leurs vêtements à l'effigie nationale pour des vêtements à l'effigie de Nike et autres grandes multinationales.

Consommateurs de toutes nations, unissez-vous et libérez le Citoyen qui sommeille en vous!

L'Horreur

Michel Handfield

On ne peut rien comprendre au mal du XXe siècle si on juge a priori scandaleuse toute comparaison entre l'hitlérisme et le communisme stalinien.
(Alain Finkielkraut, *L'humanité perdue*, p. 117)

Suite aux déclarations de M. Michaud au Québec, concernant l'Holocauste versus les autres génocides, on lui a reproché de minimiser la Shoah.

Les questions que je me pose sont les suivantes: peut-on quantifier l'horreur? Doit-on la quantifier? Éliminer 2000 personnes d'une tribu en Afrique est-il moins horrible? Les autres génocides sont-ils de moindre importance?

En fait, éliminer des personnes parce-qu'elles sont d'une autre race (ce que l'on qualifie de nettoyage ethnique) est inacceptable et fait partie de l'horreur, point à la ligne! L'horreur ne doit pas être quantifiée, car l'horreur de l'un ne diminue pas l'horreur de l'autre. Sinon l'horrible pourrait devenir acceptable selon une échelle quantitative quelconque. Et ça, c'est carrément inacceptable dans une position humaniste selon moi!

Sites et livres à consulter sur le sujet:

<http://rwanda.free.fr/>

Bensoussan, Georges, 1998, Auschwitz en héritage? Du bon usage de la mémoire, Paris: Les petits Libres / Mille-et-une-nuits

Epstein, Simon, 1998, Histoire du peuple juif au XXe siècle, Paris: Hachette

Finkielkraut, Alain, 1996, L'humanité perdue - Essai sur le XXe siècle, Paris: Seuil

Finkielkraut, Alain 1980, Le juif imaginaire, Paris: Seuil, coll. Points

Manière de voir 54, "Proche-Orient, rebâtir la paix", Novembre-Décembre 20000 par Le Monde diplomatique.

Semprun, Jorge et Wiesel, Elie, 1995, Se taire est impossible, Paris: Arte / Mille-et-une-nuits

Pour en finir avec la guerre des... chiffons!
Michel Handfield

M. Landry, vous ne voulez pas de "bouts de chiffons rouges"! Soit! En fait j'ai une solution pour vous: ni chiffons rouges, ni chiffons bleus mais des portraits de contribuables devant les institutions publiques, car de toute façon ce sont les citoyens qui y contribuent. Et devant les entreprises que vous subventionnez, des photos de salles d'attentes d'hôpitaux, d'écoles en manque de service, de routes mal entretenues, etc. pour bien montrer les privations du peuple pour le

bien de l'économie privée! En fait, avec les discussions en cours sur la mondialisation et les droits des entreprises par rapport aux citoyens, cette remarque pourrait s'appliquer à tous les pays.

Bernard Landry dit "La souveraineté et rien d'autre"
Michel Handfield

You hou! Quelle souveraineté, quand notre économie est sous contrôle d'entreprises étrangères? Quand nos entreprises sont achetées par des conglomérats d'ailleurs? Par exemple quand la caisse de dépôt a laissé aller le contrôle de Provigo à Loblaws, les achats ont suivi, la proximité y jouant un rôle. Aujourd'hui c'est Multi-Markes (pain) qui vient d'être acheté par un groupe de Toronto: Canada Bread. La raison. Elle est bien simple:

Le marché canadien [du pain] s'élève à 2 milliards de dollars, dont 20% pour les marques privées des détaillants. Après les fusions, ces derniers achètent souvent leur pain de Toronto. (Laurier Cloutier, Multi-Markes est vendue à Canada Bread, La Presse, p. D2)

Lisez La Presse M. Landry et vous comprendrez qu'avec vos agissements (subventions d'entreprises étrangères, privatisation, etc.) votre souveraineté ne peut qu'être de pacotille, car quelle peut être la Souveraineté d'un pays dont les décisions économiques sont étrangères?

Urgences
Michel Handfield

Donner 20 millions par année en crédit d'impôt à une entreprise d'assurance (Industrielle Alliance); 3 millions à une firme italienne qui embouteillera de l'eau au Québec pour l'exporter aux Etats-Unis (Parmalat), quand on sait que l'eau se vend plus cher que le pétrole; et avoir encore dans l'idée de subventionner Mosel, firme taïwanaise de semi-conducteurs, voilà les discours de Bernard Landry. Pendant ce temps on gratte les tiroirs pour mettre deux sous à l'éducation et à la santé.

Je m'excuse, mais ma conjointe a dû aller à l'urgence pour un accident de travail aujourd'hui 27 février 01). Les délais étaient de 4 heures et plus (on a même affiché plus de 6 heures plus tard en soirée!), car on n'a pas d'argent pour la santé. Alors que les Marois, Harel et autres soi-disant ministres de l'aile gauche se taisent devant Landry les dollars aux entreprises, c'est de l'indécence. Eux appellent cela de la solidarité ministérielle. Moi j'appelle cela de l'hypocrisie. Que l'on cesse de dire que c'est la faute d'Ottawa ! Si les ministres péquistes soi-

disant de gauche se ferment la gueulent et ont peur d'une course à la chefferie et des débats d'idées, c'est qu'ils ont peur de perdre leurs privilèges de marionnettes du chef! Dans les urgences des hôpitaux, affichez les téléphones de Mme Marois et de M. Landry pour les plaintes, car les coupures, c'est eux qui les décident!

Et pour ne pas passer pour négativiste, voici une suggestion mon Bernard. Mets un peu plus d'argent à l'urgence pour qu'il y ait un médecin de plus qui fait le triage au lieu d'une infirmière qui remplit le dossier et vous dit d'attendre pour voir le médecin! Je suis sûr que de 25 à 40% des cas pourraient être résolus là, au lieu de les faire attendre et repasser à un médecin par la suite. Cela accélérerait le service pour les autres. Naturellement, cette solution est trop simple, car elle ne nécessite pas une vaste étude et ne permet pas de justifier une armée de bureaucrates et de commissaires grassement payés. Car il faut bien créer de l'emploi! Pas nécessairement où les besoins sont, mais qui a dit qu'il devait y avoir adéquation entre les besoins de la population et les désirs politiques?

Microsoft et la concurrence! Michel Handfield

Le procès en appel de Microsoft contre son démantèlement pour violation de la loi antitrust a commencé le 26 février 2001. Mais en fait pourquoi? Parce que Microsoft inclut son fureteur Explorer dans toutes ses suites et dans Windows, ce qui nuit à son principal concurrent: Netscape! C'est ce que l'on dit.

Chez Societas nous naviguons beaucoup sur le Net. Ce qui nous amène à poser la question suivante: Le principal concurrent de Netscape est-il vraiment Explorer? Non, c'est Netscape, car ils n'ont pas de suite dans les idées. Explorer est passé de la version 3, à la 4 et à la 5 de façon conviviale. Pour Netscape on est passé de Navigator, à Communicator et maintenant à Netscape 6! Et aucun produit ne remplace vraiment l'autre! En effet, Netscape (<http://home.netscape.com/download>) offre tous ces produits de façon concurrente car aucun ne remplace vraiment l'autre! Ils n'ont pas de suite dans les idées et le client doit additionner les navigateurs. Et après ils disent que c'est de la faute à Microsoft. Ici on subventionne les entreprises qui ne sont pas concurrentielles, aux Etats-Unis on tape sur les doigts de celles qui le sont trop pour faire plaisir à celles qui ne le sont pas ! Une autre sorte de soutien de l'État. Et après on nous fait des discours sur le libre marché...

2 questions Michel Handfield

Aux membres de la CC: vous qui demandez des baisses d'impôts et des coupures dans les dépenses de l'État, pourquoi utilisez-vous les programmes de subventions au lieu de jouer votre rôle d'entrepreneurs?

Madame Harel, est-ce qu'avec le départ du chef, vous allez pouvoir revenir consulter les gens ou le PQ va-t-il conserver son attitude Duplessiste?

Index

Québec/Canada/Monde

Michel Handfield

Aujourd'hui, le jeudi, 11 janvier 2001, un événement québécois a probablement fait le tour des salles de nouvelles d'une partie du monde: la démission du premier ministre du Parti Québécois (parti souverainiste) Lucien Bouchard. Une des raisons invoquées: la difficulté d'atteindre l'objectif de la Souveraineté du Québec dans un avenir rapproché!

Et bien, consolez-vous M. Bouchard de ne pas avoir atteint votre objectif, car:

"Le Nouvel Ordre Mondial (...) a précisément besoin d'États faibles pour se maintenir et se reproduire. Les États faibles, les quasi-États, peuvent être facilement réduits au rôle (indispensable) de commissariat de police local, assurant le minimum d'ordre nécessaire pour la conduite des affaires, sans qu'on puisse craindre qu'ils viennent interférer dans la liberté de manœuvre des compagnies mondiales." (1)

La souveraineté, dans ces conditions, aurait probablement passé par davantage de soumission aux grandes entreprises. Vous le savez d'ailleurs, vu le nombre de subventions que votre gouvernement a donné à des entreprises, pour vous assurer de leur présence de façon à stimuler le développement économique du Québec malgré votre projet. Vous savez aussi ce qu'il en a coûté en sacrifice aux citoyens qui ont eu à subir des coupes drastiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et du filet social au Québec pour répondre aux attentes des marchés financiers internationaux en cas de souveraineté!

En fait, pour faire face au nouveau capitalisme mondial, de nouveaux modèles sont à développer: Pays "multi-étatiques", "multi-peuples" ou multiethniques; Fédération d'États; Gouvernements continentaux et mondial; etc. On se devrait de développer des lois minimales (mondiales et continentales) que chaque État pourra dépasser, mais qui assureront une certaine justice en terme d'environnement, de santé et de salaire pour tous. Pourquoi n'y a-t-il pas un

salaires minimums mondiaux pour les travailleurs des multinationales? Car ce qui est produit au Mexique, en Indonésie ou en Chine est vendu à un coût comparable en Occident à ce qui est produit au Canada ou aux États-Unis. La Volkswagen fabriquée au Mexique se vend-elle à moitié du prix de celle fabriquée en Allemagne au Canada?

Dans le même ordre d'idée, il serait important d'assurer la présence des organismes civils, syndicaux et non gouvernementaux au sein des discussions économiques au même titre que le sont les organismes économiques, car l'économie est d'abord le fruit des hommes. On semble l'oublier trop souvent, croyant que seule la bourse et la spéculation mènent l'économie. Mais sans les humains, il n'y aurait point d'économie. Souvent les politiciens nous parlent de la marche de l'histoire et des racines. Et bien, il ne faut pas oublier que les racines de la science économique furent d'abord l'économie politique et la philosophie! Il faudrait savoir y revenir.

En fait votre départ a du bon. Cela va forcer votre Parti (le [Parti Québécois](#)) à se questionner sur la question de la souveraineté et sur son programme socio-économique. Il ne me surprendrait pas que votre Parti se scinde en deux: un parti souverainiste pur et dur, mais minoritaire; et un parti nationaliste-conservateur majoritaire - parti qui pourrait très bien s'accommoder du Canada. Un questionnement deviendrait alors inévitable chez vos adversaires [Libéraux](#) aussi, car la polarisation québécoise se faisant sur la question nationale depuis longtemps (2), si cette question perd de son acuité suite à une scission du Parti Québécois, elle en perdra aussi chez eux. Si elle n'est plus l'enjeu, alors les questions idéologiques referont surface et des changements seront à prévoir dans tous les partis. Peut-être en reviendrons-nous à un système tripartite: Un parti Libéral, un parti Conservateur et un parti Indépendantiste à côté desquels existeront de petits partis idéologiques. Un jeu de chaise musicale commencera alors dans tous les partis en relation avec la nouvelle donne politique du Québec.

Notes:

1. Bauman, Zygmunt, 1999, ***Le coût humain de la mondialisation***, Paris: Hachette/Pluriel, p. 105

2. En effet, les partis politiques québécois ressemblent davantage à des coalitions regroupant des membres de différentes allégeances idéologiques (libéraux, conservateurs, social-démocrate, etc.) sur la seule base de leur nationalisme québécois ou canadien; de leur allégeance fédéraliste ou souverainiste.

[##### Index #####](#)

A term limit for politicians?

Michel Handfield

This is an interesting question. Putting a term limits for politicians, this is a good idea or not? Some politicians are bad, and they justify a term limit! Other had the sense of public affair and "give them" for the well being of the Nation. We want to keep them longer.

You know the best answer, and I think to that from long time, will be cumulative or delayed election. I explain. Half of the representatives are in election a year and other half two year after. But the term of mandate continue to be 4 years for each. This way, you don't have to put a term limit for congress or any other parliament, but every government face the public opinion every two years - for 50% of the parliamentary. This will be the veto of citizens. Government is at stake every two years! And that don't cost really more, because only half of the seat will be at stake at a time.

If some congressman will be more careerist as servicing their constituents, citizens can vote against them. If they don't do it, it's because they accept it. This is a question of values. If the principal value of a society is to make money fast, politicians can sold privileges! Politicians are our representatives. We can't ask them to don't do what we do and what we valorize! If we valorize business and money, we can't say to politician to don't do business and money! Why asking politicians to be virgin, if sex is valued on the most popular newspapers cover? We can't have politicians uprooted, except if we import our politicians! Is it what we need?

[##### Index #####](#)

Le dossier du mois

Les idéologies modernes

Michel Handfield

Depuis le lancement de Societas Criticus nous parlons de néolibéralisme, conservatisme, écologisme, comme si ces notions étaient claires pour tous. Dans les nouvelles (nationales et internationales) on entend régulièrement parler des libéraux, conservateurs et social-démocrates. Mais que sont ces étiquettes? Elles définissent des idéologies. Nous ne pourrons toutes les examiner, car il y en plusieurs. Nous ne pourrons non plus les définir de façon précise, car

chacune de ses idéologies regroupe des courants (ou des écoles) variées. Mais nous croyons pouvoir en parler de façon intéressante pour les démystifier quelque peu.

D'abord qu'est-ce qu'une idéologie? Une paire de lunettes! Chaque idéologie est une paire de lunettes de couleur différente qui colore notre perception des choses. Ainsi, si l'on est conservateur on ne percevra pas les choses, ni l'intervention gouvernementale de la même manière que si l'on est libéral, socialiste ou anarchiste!

Dans leur forme extrême, on troc la paire de lunettes pour un télescope qui focus davantage sur un seul aspect de l'idéologie et empêche d'avoir un portrait global de la réalité. C'est le cas du néo-libéralisme et du néo-conservatisme par exemple.

1. Le Libéralisme:

Libéralisme et liberté sont souvent associés. Une définition courte du libéralisme serait d'assurer la liberté de chacun dans la mesure où cette liberté n'entrave pas celle des autres! Un État est donc nécessaire comme législateur. C'est ainsi que l'on présente souvent libéralisme et démocratie comme allant de pair.

Le libéralisme peut prendre plusieurs formes. Il est important de les diviser, car telle peut être la réalité. Certains pays, comme la Chine, sont politiquement et socialement communiste - avec très peu de libertés individuelles - mais économiquement se dirigent de plus en plus vers un libéralisme économique.

1.1. Le libéralisme politique: C'est la liberté de pensée, de parole, d'expression et d'action. Ses limitations sont minimales. Et même ses limitations sont débattues dans des Forums ou dans les Médias - comme les débats sur la légalisation des

drogues ou sur les pratiques sexuelles. C'est l'existence de choix et de groupes politiques divergents; la conscience qu'il n'existe pas de vérité absolue et que l'on a des choix à faire, selon notre degré d'avancement et d'acceptation, qui pourront être remis en cause plus tard par nous ou par d'autres! Pour Laurent-Michel Vacher (2000) "c'est la souveraineté des individus, la tolérance, la séparation des pouvoirs, l'égalité de tous devant la loi, le respect des droits, la démocratie électorale et la limitation du rôle de l'État". (p. 225) On peut parler d'une société de liberté et de droits, qui valorise la liberté de penser et d'agir.

1.2. Le libéralisme économique (ou classique): Cette doctrine met "en relief l'existence d'une rationalité économique spontanée régie par les lois du marché". (Laurent-Michel Vacher, 2000, p. 225) C'est l'idéologie du libre-marché. Sur le marché se rencontrent producteurs et consommateurs et ceux qui répondent le mieux aux besoins réussissent. Les autres disparaissent. De cette concurrence, naît l'équilibre. L'État n'a donc pas sa place sur le marché. En fait la place de l'État est dans les secteurs qui ont des conséquences publiques: taux d'intérêts, éducation, santé publique, sécurité, construction de routes, etc. (Smith, A., 1776; Bernard, M., 1997) Le libéralisme économique s'est divisé et a ensuite progressé de différentes manières avec un modèle plus social et un modèle plus affairiste, le néolibéralisme.

1.2.1. Le libéralisme social: D'abord, pour certains la place de l'État a évolué avec la société. Ainsi l'État se doit d'occuper plus de place comme régulateur social qu'au XVIIIe siècle. D'où l'apparition d'un filet social de plus en plus imposant. Comme il se crée davantage de richesse, il est normal qu'il y en ait davantage de redistribué aux citoyens. Ici je laisse la parole à un auteur que je qualifie de précurseur du libéralisme social: David Hume (1711-1776) qui dit très bien ce que c'est:

"Tout État est affaibli par une trop grande disproportion entre les citoyens. Chacun, si c'est possible, devrait jouir des fruits de son travail, par la pleine possession de tout ce qui est nécessaire à la vie, et de plusieurs des choses qui la rendent agréable. Nul ne peut douter qu'une telle égalité soit ce qui s'accorde le mieux avec la nature humaine et qu'elle ôte bien moins au bonheur du riche qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi le pouvoir de l'État, et elle est cause que les taxes ou impositions extraordinaires seront payées de meilleur gré. Là où les riches s'engraissent sur le dos d'un petit nombre, il faut que leur contribution aux nécessités publiques soit très large; mais dès lors que les richesses sont répandues sur une multitude, le fardeau semble léger à chaque épaule, et les taxes n'apportent pas de différence bien sensible dans la façon de vivre de chacun." (La liberté comme nécessité historique, in *Le libéralisme*, 1998, Paris: GF Flammarion, coll. Corpus, p. 63)

Au niveau économique, l'interventionnisme d'État peut être utilisé dans des secteurs considérés névralgiques, tel l'énergie. C'est ce qui avait conduit à la création de Pétro-Canada lors de la crise de l'énergie des années 70 par le Gouvernement Libéral de Pierre-Éliot Trudeau - entreprise que les conservateurs ont privatisé par la suite.

1.2.2. Le néolibéralisme: C'est un retour à la pensée libérale classique. On revient au sens littéral du libéralisme. L'État doit se limiter à ce que les libéraux classiques avaient défini au XVIIIe siècle. Il doit redevenir un État minimum et ne pas entraver le marché et les entrepreneurs! Il doit même se retirer des sphères qu'il occupe pour laisser place au privé. Si l'université assure de plus haut revenus, par exemple, l'État n'a pas à la soutenir, car le "haut-savoir" est une marchandise monnayable. Aux futurs diplômés ou aux entreprises d'y investir. Ainsi, l'État coupe dans les budgets alloués aux institutions universitaires et les universités voient leurs cours commandités! Quelle est l'indépendance d'un département de recherche sur les biotechnologies, si son commanditaire principal est un producteur de biotech? Le savoir assuré par le public doit être le savoir minimum, ce qui amène des idées comme de décerner les diplômes plus rapidement (1) et de couper dans les ressources en aval et en amont de

l'éducation (ressources psychologiques, support pédagogique et bibliothèque), tout en faisant des discours sur l'importance de l'éducation.

En fait tout ce qui peut être fait par le privé, devrait être privé. Cela vaut même pour certains biens publics comme l'eau, les hôpitaux, les parcs ou le soutien aux pauvres. Les programmes sociaux subissent des coupes et sont remplacées par de nouvelles entreprises, que l'on appelle d'économie sociale, et la charité! Si les citoyens ne contribuent pas, c'est leur choix, car que des gens n'aient pas accès aux hôpitaux n'a pas d'importance si la Défense a de l'argent pour donner de lucratifs contrats d'armements au privé! Les valeurs doivent être à la bonne place: en bourse! Au banquet du néolibéralisme, pour paraphraser Malthus, on n'a que faire des exclus!

Le citoyen devient de plus en plus un client. Et le bien collectif est cédé au privé pour le profit de quelques-uns. Le seul rôle que l'État pourra conserver sera celui de gardien de la paix, par la justice, la police et l'armée, pour protéger les nantis contre ceux que le système met de côté, car "pour un homme très riche, il faut qu'il y ait au moins cinq-cents pauvres; et l'abondance où nagent quelques-uns suppose l'indigence d'un grand nombre" (A. Smith, 1776, p. 363).

L'État néolibéral: un État policier avec surveillance électronique pour limiter l'action des citoyens d'un côté; de l'autre, un État où toutes les libertés commerciales seront permises, avec l'absence de normes en santé et en environnement pour ne pas nuire à la création de la richesse, au commerce et aux échanges mondiaux! Ce courant n'est pas très loin de l'anarcho-capitalisme à une nuance près, que nous allons voir maintenant.

2. L'anarcho-capitalisme:

Ici, tout est privé. L'État n'a plus sa raison d'être. Même la police et la justice sont privées. Remarquez bien que ce sont des services que le privé offre maintenant

de plus en plus. Au lieu d'entreprendre des poursuites judiciaires, certaines entreprises offrent des services de médiation auxquels les clients consentent à se plier au même titre qu'à la justice d'État. C'est le marché dans toutes les sphères de la société. Le marché a renvoyé l'État et congédié les gouvernements!

D'ailleurs, dans un livre très intéressant sur l'anarcho-capitalisme, Pierre Lemieux (1988) nome David Friedman, Robert Nozick et Murray N. Rothbard comme théoriciens anarcho-capitalistes et Friedrich Hayek comme penseur apparenté! Le même Hayek, prix Nobel, est considéré comme un des grands penseurs du néolibéralisme et les autres auteurs y sont aussi associés. (Bernard, M., 1997) Ceci montre les relations assez intime entre ces deux courants qui servent de base aux négociations sur la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Nos gouvernements sont peut être en train de négocier leur propre disparition. Attention, danger!

3. Le Conservatisme:

Ce courant se divise en conservatisme classique et, ce qui est apparu plus récemment, en néo-conservatisme.

3.1 Le conservatisme: C'est le respect des traditions et des valeurs éprouvées.

Laurent-Michel Vacher nous en donne une définition concise et claire:

"Le conservatisme est l'attitude politique de ceux qui se méfient du changement, de l'innovation ou de l'évolution, et jugent plus sage de préférer les idées et les institutions du passé, qui ont subi l'épreuve du temps et de l'expérience." (2000, p. 187)

Des changements se font, mais très lentement. C'est ainsi que les lois (le juridique étant considéré comme un secteur très conservateur) changent souvent

longtemps après les us et coutumes; après que les comportements sont devenus courants.

3.2. Le Néoconservatisme: C'est la réhabilitation des idées anciennes. La genèse (la création du monde en sept jour) a la même valeur que les théories scientifiques et se doit d'être enseigné sur un même pied d'égalité. On se doit de défendre certaines valeurs claires. Les ennemis sont facilement identifiables: ce sont ceux qui s'opposent à ces valeurs dites "naturelles". Le néoconservatisme a tendance à s'associer ou à avoir des relations avec les groupes religieux orthodoxes. Pensons à L'Alliance Canadienne ou aux Républicains aux États-Unis. C'est la droite radicale. "Les Bolcheviks de la droite" nous dit John Ralston Saul (1995), au point qu'à côté d'eux "les libéraux ressemblent aux socialistes et les socialistes aux communistes":

"The neo-conservative recipe for public action seemed to have been drawn directly from that of Mussolini, which turned on praise of free-enterprise, insistence on the need to reduce bureaucracy, suggestions that unemployment relief was part of the economic problem, *sotto voce* hints that social inequalities should be increased not removed, and an aggressive foreign policy." (John Ralston Saul , 1995, p. 220)

Le néo-conservatisme aime aussi jouer à la police. Le châtime y est important pour montrer que l'on est en contrôle, car cela rassure les investisseurs. C'est ainsi que l'on peut arrêter tous les itinérants du centre-ville à l'occasion de la visite d'un dignitaire. On est propre aiment dire les conservateurs et les néo-conservateurs. Et si cela plaît à l'électorat, pourquoi changer de méthode! Comme le note Bauman (1999) dans son livre sur la mondialisation:

"La meilleure et peut-être la seule chose que puisse faire un gouvernement pour courtiser le capital et l'amener à investir dans la prospérité de ses sujets est justement de se révéler un excellent commissaire de police: pour s'assurer la route la plus courte vers la prospérité économique du pays, et donc pour augmenter le "taux de satisfaction" de l'électorat, l'État doit faire la démonstration publique de ses capacités et de ses prouesses policières." (p. 181)

Au plan économique, c'est la perversion de l'aide. D'un côté l'on coupe dans l'aide aux citoyens (aide sociale, école publique, soins de santé gratuits, etc.) au nom de l'économie de marché et de l'autre on subventionne les entreprises et on construit des prisons. Ainsi ce que l'aide sociale ne donne plus aux sans emplois, les entreprises le reçoivent pour créer de l'emploi! Emplois créés moins nombreux que le nombre d'emplois éliminés au nom de la compétitivité cependant. C'est ce que le Time magazine a qualifié de bien-être social corporatif ("corporate welfare") dans un dossier sur le sujet il y a quelques années. (2) L'État se désengage aussi de ce qui a une connotation commerciale en vendant ses entreprises rentables au privé. L'État se prive alors de revenus et d'un moyen de pression sur les marchés, du moins pour les biens essentiels. Par exemple si l'État est propriétaire d'une entreprise pétrolière, il peut toujours exercer une pression sur le marché par le rapport prix/profit qu'il prend.

La justice face aux entreprises n'est pas la même non plus. C'est plutôt de la complaisance, quand ce n'est pas des encouragements, à ne pas respecter les lois. En fait, non. Si les lois nuisent aux entreprises, on les change! Ainsi, sortir ses déchets avant l'heure est punissable d'une amende pour le citoyen. L'entreprise, elle, peut bénéficier d'une dérogation à la loi de l'environnement pour envoyer ses déchets directement dans un cours d'eau, car c'est du développement économique!

Voler les ressources de nations entières, c'est faire "la promotion de la libre entreprise"; voler le gagne-pain de familles et de communautés entières, cela s'appelle "dégraissier", ou "rationaliser". Ces deux vols ne se trouvent évidemment pas enregistrés dans la liste des actes criminels et donc passibles de sanction." (Bauman, 1999, p. 185)

4. Le Socialisme:

Le socialisme se divise en deux courants: le communisme et la social-démocratie. Tous deux ont pour racine le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels.

4.1. Socialisme d'État, communisme, marxisme: C'est un socialisme révolutionnaire, qui vise la prise de l'État - par la force si nécessaire - pour le transformer. Les moyens de production sont étatisés en vue de redistribuer les profits pour le bien commun et lorsque les antagonistes de classes seront disparus, les pouvoirs publics perdront leur caractère politique! (p. 49) Ce but fut cependant perverti en capitalisme d'État. Voici un passage éclairant de Makhaïski:

Garvi lui objecte encore que la social-démocratie s'est donnée comme but le renversement de la domination de la bourgeoisie, (...), le remplacement du capitalisme par le socialisme; Makhaïski lui réplique durement: "Qu'est-ce que ce socialisme? Bon, il n'y aura plus de capitalistes, mais à leur place s'assoieront les travailleurs intellectuels, les organisateurs de la production, les ingénieurs, les techniciens, les gens des professions libérales. Ce sont eux qui empocheront la plus-value, ce sont eux qui domineront dans votre société socialiste; ils deviendront la nouvelle classe dirigeante." (Piotr Garvi, Souvenirs d'un social-démocrate (rédigé en 1935), New-York, 1946, cité in Jan Waclav Makhaïski, 1979, p. 24)

4.2. La social-démocratie: Contrairement au communisme, c'est un socialisme libéral. Il ne prône pas la prise révolutionnaire de l'État, mais la présence d'un parti politique qui défend les idéaux socialistes, la transformation de l'État et de la Société par des réformes économiques, sociales et politiques à tendance socialiste. (Lefranc, 1971) L'État peut être interventionniste pour discipliner l'économique; "intervenir" en donnant l'exemple par les sociétés et les banques d'État qu'il contrôle ou même faire les deux. Prenons l'exemple des prix du pétrole que les entreprises font varier à leur guise. Un pays social démocrate pourrait intervenir par loi (en limitant les hausse) ou par une intervention sur le marché, en baissant le prix à la pompe dans l'entreprise pétrolière d'État. Le marché devrait alors s'ajuster. La social-démocratie est souvent synonyme du

modèle suédois en particulier et des modèles scandinaves en général. On peut aussi penser à la France de Mitterrand. Cependant, avec la mondialisation et les pressions qu'elle exerce sur les pays, cette idéologie est devenue moins interventionniste et laisse plus de place au marché.

Le **libéralisme social**, tout en allant moins loin, peut prendre les mêmes mesures dans des secteurs jugés névralgiques pour l'État. C'est ce qui avait conduit à la création de Pétro-Canada lors de la crise de l'énergie des années 70 par le Gouvernement Libéral de Pierre-Éliot Trudeau.

5. L'Anarchisme:

Les anarchistes, contrairement aux marxistes, qui croyaient que L'État ne pourra disparaître qu'une fois les antagonistes de classes éliminés, croient que la principale cause d'injustice est l'État et qu'il doit disparaître. (Vacher, Laurent-Michel, 2000) Cependant, ils ne sont pas contre l'organisation, car:

"Si nous croyons qu'il ne pourrait pas y avoir d'organisation sans autorité, nous serions des autoritaires, parce que nous préférierions encore l'autorité qui entrave et rend triste la vie à la désorganisation qui la rend impossible." (Malatesta, 1897, p. 9)

En fait les anarchistes sont contre une organisation imposée, mais pour une organisation spontanée. Les citoyens s'organisent et créent des structures, souvent temporaires, répondant aux besoins qu'ils ont et aux défis qu'ils rencontrent.

En quelque sorte les libertaires, autre nom pour les anarchistes, étaient très en avance sur leur époque. Car aujourd'hui n'est-ce pas ce que certaines organisations promeuvent dans le monde des affaires: grappes industrielles, partenariat, réseautage, "task-force", équipes autonomes et temporaires, entreprises virtuelles etc. pour répondre à un mandat ou un besoin spécifique. Le

modèle de l'Émilie-Romagne (Italie) est construit sur cette idée: de petites entreprises, des entreprises familiales et des artisans qui s'unissent pour répondre à des contrats pour lesquels chacun d'eux n'a pas les ressources, mais qu'ainsi réseauté ils peuvent très bien réussir. En fait, ils peuvent même concurrencer de grandes entreprises sur leur propre terrain une fois unie en réseaux. (Lazerson, 1988; Piore and Sabel, 1984)

Naturellement, on est encore loin de la grande utopie de la société anarchiste. Ceci impliquerait l'absence de Gouvernement et l'implication de tous les citoyens dans le fonctionnement de la démocratie et des institutions! On aurait des institutions, des services publics et des entreprises autogérées! Mais pour cela il faudrait des citoyens davantage intéressés par la gestion de leurs entreprises et de la chose publique que par les sports et les potins concernant les vedettes! Une utopie, quoi!

6. Le mondialisme:

Autrefois on parlait d'universel, c'est-à-dire que chaque pays et nations sauvegardaient leur identité tout en interagissant dans des forums communs. Le mondialisme, c'est autre chose! Le Larousse le définit comme une "doctrine qui vise à réaliser l'unité politique du monde considéré comme une communauté humaine unique" (3). Toutes les parties du monde sont considérées égales et doivent répondre des mêmes normes. Les protections locales - tant sociales qu'économiques - sont considérées comme des entraves à la mise en place d'un monde nouveau. Les capitaux comme les gens doivent pouvoir se déplacer sans entrave - sauf pour les pauvres qui, eux, sont laissés de côté et contrôlés. Des enclaves riches se créent partout dans le monde en même temps que les poches de pauvreté s'y élargissent. (Bauman, 1999)

Cette mondialisation exige une standardisation au dépend des cultures locales. Ainsi l'anglais prend de plus en plus de place tout comme les normes de

production ISO et les technologies informatiques, en particulier l'Internet - qui permet d'être informé partout dans le monde de ce qui se passe dans le village global - et l'Intranet - qui permet de savoir ce qui se fait dans le réseau de l'entreprise peu importe la distance entre les unités de production et de décision!

Par contre au niveau social, différents courants s'affrontent. Car la mondialisation est d'abord une question économique. Certains gros joueurs, comme les Etats-Unis et les multinationales, promeuvent des idées néolibérales et néoconservatrices. D'autres pays et plusieurs groupes populaires défendent plutôt des courants plus libéraux, social démocrates ou même socialiste. Ils réclament des normes minimales mondiales et une participation des organismes de la société civile aux tables où sont déjà assis les États et les grands capitalistes de ce monde ou leurs représentants.

Les discussions de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la Zone de Libre Échange des Amériques relèvent de ce courant.

7. Le Nationalisme:

Cette idéologie est celle du droit à l'État. Cet État peut être ethnique, religieux, linguistique ou géographique selon ce qui unit les constituants à l'État souhaité. Ce nationalisme est aussi en opposition à un autre État, celui duquel on veut se distinguer. Des conflits internes sont alors possibles entre ceux qui s'identifient à l'État actuel versus ceux qui s'identifient à l'État qui veut naître. Sa perversion est le fascisme, basé sur l'exacerbation des caractères nationaux qu'ils soient ethniques, religieux ou linguistique. (Laurent-Michel Vacher, 2000; Hobsbawn, 1995)

8. La nouvelle gauche:

Nous ne parlons pas ici d'idéologie, mais de différentes approches culturelles de gauche qui questionnent les choix actuels. Des idées et des interactions entre ces groupes peuvent sortir de nouvelles alternatives. Si l'union se fait entre les différents groupes nous serons alors face à une nouvelle culture de gauche qui pourra devenir une nouvelle idéologie. Cette nouvelle alternative devrait regrouper, si la tendance se maintient, des idées issues du féminisme (4), du mouvement anti-pauvreté et du mouvement anti-mondialisation, car ces mouvements prennent de l'ampleur si l'on considère des événements comme la marche des femmes, les commandos bouffe et les manifestations anti-mondialisation (Seattle, Davos, etc.).

Les principaux éléments qui devraient cimenter ses groupes devraient être: i) la notion de revenu garanti ou de citoyenneté pour tous; ii) l'égalité homme/femme; iii) des normes minimales en santé, salubrité, sécurité et environnement pour tous les pays; et iv) les droits de la personne et la liberté politique.

9. L'écologisme:

Voilà un mouvement assez récent qui est devenu rapidement idéologie et force politique de portée mondiale. En effet, il y a maintenant des partis verts dans presque tous les pays (incluant le Québec et le Canada) et ils sont assez forts en Europe, siégeant dans différents parlements nationaux et au parlement européen.

Le déclencheur, surtout en Europe, fut la peur du nucléaire. Des mouvements spontanés se sont organisés et ont regardé les autres aspects négatifs de l'industrialisation: pollution, marée noire et maintenant les organismes génétiquement modifiés et les biotechnologies. La question des ressources durables, comme l'eau, entrent aussi dans leur mire.

C'est une idéologie qui prend de l'ampleur. Si dans certains coins du globe, cela ne se traduit pas encore en terme politique, partout dans le monde des actions de conscientisation existent. A défaut d'être une force politique, c'est une force de blocage. Et ils s'appuient autant sur des travaux scientifiques que des gestes d'éclats. Un des porte-étendard de ce mouvement est Greenpeace!

10. Le "Technologisme":

Il s'agit là d'un courant de "pensée magique" pour l'instant: avec le temps la technologie va résoudre tous les problèmes! Mais ce peut être une nouvelle idéologie en devenir, car elle promet le paradis sur terre. Elle va de l'Internet au clonage. On n'a pas de responsabilité, la science est là pour résoudre les problèmes! Si le travail est dangereux, on te réparera plus tard, la médecine est là pour ça. Cela me semble le contre-pied pour répondre aux questionnements que soulève l'écologisme et la nouvelle gauche. A suivre.

Bibliographie:

1. Nos Liens

Cynisme, Politique et démocratie

2. Les livres

Ouvrages généraux:

Boudon, Raymond, 1986, L'idéologie, Paris: Fayard, coll. Points Essais

Chanlat, Jean-François, et Séguin-Bernard, Francine, 1983, L'analyse des organisations une anthologie sociologique, Tome 1, Les théories de l'organisation, Québec: éditions Préfontaine Inc.

Saul, John Ralston, 1995, *The doubter's companion*, Canada: Penguin book.

Vacher, Laurent-Michel, 2000, *Histoire d'idées*, Québec: Liber

Libéralisme:

Albert, Michel, 1991, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris: Seuil, Points Actuels

Garandeau, Mikaël, 1998, *Le libéralisme (Textes choisis & présentés par)*, Paris: GF-Flammarion, coll. Corpus.

Smith, Adam, 1776 (1976), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations - les grands thèmes*, France: idées/gallimard

Néolibéralisme et anarcho-capitalisme:

Bernard, Michel, 1997, *L'utopie néolibérale*, Québec: l'aut'journal et Chaire d'études socio-économique de l'UQAM.

Lemieux, Pierre, 1988, *L'anarcho-capitalisme*, Paris: PUF, coll. "que sais-je?" # 2406

Néoconservatisme:

Kristol, Irving, 1995, *Neoconservatism - The autobiography of an Idea*, Chicago: Ivan R. Dee, publisher - an elephant paperback.

Socialisme:

Bourguin, Georges, et Rimbert, Pierre, 1971, *Le socialisme*, Paris: PUF, coll. "que sais-je?" # 387

Collectif, 1977, *Le marxisme*, Paris: Encyclopoche Larousse

Lefranc, Georges, 1971, *Le socialisme réformiste*, Paris: PUF, coll. "que sais-je?" # 1451

Makhaïski, Jan Waclav, 1979, *Le socialisme des intellectuels (Textes choisis, traduits et présentés par Alexandra Skirda)*, Seuil, Points Politique.

Marx, Karl, et Engels, Friedrich, *Manifeste du Parti communiste*, in Marx et Engels, 1978, *Œuvres choisies*, Moscou: Éditions du progrès.

Anarchisme:

Baillargeon, Normand, 1999, Anarchisme, Montréal: l'île de la tortue, éditeur

Chauvey, Daniel, 1970, Autogestion, Paris: Seuil, points politique 41

Guérin, Daniel, 1965, l'anarchisme, France: Gallimard, idées nrf

Guérin, Daniel, 1970, Ni Dieu ni Maître, Paris: FM/petite collection maspero, 4 volumes.

Lazerson, Mark H., "Organizational growth of small firms: an outcome of markets and hierarchies?" in in American Sociological Review, June 1988, Vol. 53 No. 3, pp. 330-342.

Malatesta, E., "L'Agitazione", Ancône, Nos 13 et 14, 4 et 11 juin 1897, cité in Révolution et réaction, in Guérin, Daniel, 1970, Ni Dieu ni Maître, Paris: FM/petite collection maspero, tome III. Ce texte est aussi reproduit dans Chanlat, Jean-François, et Séguin-Bernard, Francine, 1983, cité plus haut.

Piore, Michael J., and Sabel, Charles F., 1984, The second industrial divide, USA: Basic Books

Rosanvallon, Pierre, L'âge de l'autogestion, Paris: Seuil, points politique 80

Mondialisme:

Bauman, Zygmunt, 1999, Le coût humain de la mondialisation, Paris: Hachette, coll. Pluriel

Forrester, Viviane, 1996, L'horreur économique, France: Fayard

Forrester, Viviane, 2000, Une étrange dictature, France: Fayard

Guillebaud, Jean-Claude, 1999, La refondation du monde, Paris: Seuil

Le nationalisme:

Hobsbawm, Eric, 1995 (1999), Age of extremes - The short of twentieth century (1914-1991), U.K.: Abacus

La nouvelle gauche:

Bernard, Michel, et Chartrand, Michel, 1999, Manifeste pour un revenu de citoyenneté, Montréal: l'aut'journal

Rifkin, Jeremy, 1996, The end of work, New-York: Tarcher/Putnam book

Touraine, Alain, 1980, L'après socialisme, Paris: Hachette/Pluriel

L'écologisme:

Dumas, Brigitte, Raymond, Camille, et Vaillancourt, Jean-Guy, 1999, Les sciences sociales de l'environnement, Québec: presses de l'université de Montréal

Gould, Kenneth A., Schnaiberg, Allan, and Weinberg, Adam S., 1996, Local environmental struggles, - Citizen activism in the treadmill of production, Cambridge University press

Petrella, Riccardo, 1999, Le manifeste de l'eau - pour un contrat mondial, Bruxelles: Labor

Sociologie et Sociétés, "Écologie sociale et mouvements écologiques", Vol. XIII, no. 1, Avril 1981

Touraine, Alain et col., 1980, La prophétie anti-nucléaire, Paris: Seuil

Vaillancourt, Jean-Guy, Séguin, Michel, Maheu, Louis et Cotnoir Liliane, 1999, La gestion écologique des déchets, Québec: presses de l'université de Montréal

"Technologisme":

Beder, Sharon, 1997, Global spin - The corporate assault on environmentalism, Vermont: Chelsea green publishing company

Rifkin, Jeremy, 1998, The biotech century - Harnessing the gene and remaking the world, New-York: Tarcher/Putnam

Notes:

1. Cela se vit actuellement au Québec, où l'on parle maintenant d'un premier diplôme secondaire en secondaire III plutôt que du diplôme de secondaire V; d'amendes pour les échecs au niveau collégial - tout en demandant de réduire les exigences collégiales pour faciliter la réussite au lieu d'investir dans l'éducation de base pour accroître les chances de réussite au collégial et à l'université; de hausse de frais de scolarité et de commandite de l'entreprise privée pour le niveau universitaire - laissant ainsi place aux recherches commercialisables plutôt qu'aux recherches et aux savoirs fondamentaux!

2. [TIME Cover: Corporate Welfare --PAGE 1-- November 9, 1998](#)

3. Bibliorom Larousse.

4. Pour Laurent-Michel Vacher (2000), le féminisme est une idéologie. Cette position est aussi défendable que la notre, mais vu son caractère revendicateur et progressiste, je trouve qu'une union des courants progressistes dans une nouvelle gauche est plus prometteuse en terme de constitution d'une idéologie.

[##### Index #####](#)

Deregulation: back to the past!

Michel Handfield

"The Bright Idea: The California state Legislature voted to deregulate the electricity market in 1996. The goals of the deregulation plan were to lower utility rates, offer consumers a choice of electricity providers and promote wider use of renewable energy sources." (1)

But they forget the difference between public and private enterprises. The public goal is to serve citizen at the best cost and with the best service. The private goal: to do profit for the shareholders. And if profit needs cutting service or employees, they do. If it need manage at short term, they do at expense of long-term viability. If it needs not to invest in new facilities, but exploit to the maximum the facilities they had, they do. The objective isn't thinking to the citizens, to be proactive of the need curve, but to keep more profit of the facilities they had, now! It's the same case for bank that call the automatic system, "personalized service"; and who cut employees who did personal service! They don't think to senior citizens who had more money than memory (to remember their Personal Identification Number) and who like to speak with a person.

The new-capitalism is, in reality, worst than the wild one! Multinationals want less government intervention in environment, less regulation for them, free labour-market, no tax... and in same time they want subsidies from government if they invest on their soil! They want deregulation of states and the right to do all they want in name of free enterprise. Governments are against anarchists, but are on their knees face to anarcho-capitalisms. David Friedman, Robert Nozik and Murray N. Rothbard are all named as anarcho-capitalism in a book on anarcho-capitalism published in 1988 in France. (2) And they are the thinkers behind the new world economy we speak about from Seattle! That's the paradox of the new capitalism: they want that states cut their social expense, but pay for free enterprises! In that sense it's the worst form of capitalism! We had competitive capitalism, monopolist capitalism, and now the black mail capitalism, which use threat to gain!

In fact States with the help of international agencies had to protect citizen first. After they had to protect free market before protecting free enterprise. To do that, some economic sectors need a totally public service or a public core to fill public needs. But aside, a private sector will permit choice and competition. It's the case of education where you have a public system and private institutions. That will be the case in all neuralgic sectors: health, energy (including gas and electricity), education, communication, and so on. It needs a public core service if not a public monopoly. That's the only way to protect citizens and free market, because the tendencies are to the merger. And if you don't have state enterprises in neuralgic domains, you will have a multinational who do the law on your soil - if not on the planet - because you will face two choices: say yes to his conditions or deprive your citizens of this service or product!

It's for that than globalization discussions are so important and public had the responsibilities to say to the government to consider not just economic side, but social and environmental ones too. These Forums will not be closed, but will be open discussion. Why not include a website and an e-mail to open these Forums to the world citizens. It's our future, some government and multinational officials discuss in private. Why we can't take part? What they have to hide? A hold-up of the planet, for the profit of multinationals! And after we will come customers of the planet in place of citizens!

Notes:

1.Source: The Associated Press and The desert sun:
www.thedesertsun.com/news/index.shtml

2. Lemieux,Pierre, 1988, L'anarcho-capitalisme, France, Presses Universitaires de France, coll. "que sais-je?" # 2406

Index

L'écologie: geste social d'avenir

Michel Handfield, Membre du CA du P.A.R.I. St-Michel et
 Co-éditeur de la revue internet Societas Criticus

Texte préparé pour une allocution dans le cadre d'une soirée porte ouverte à l'éco-quartier St-Michel (Montréal) - programme commandité par la ville de Montréal et chapeauté par le P.A.R.I. St-Michel dans ce quartier. Je le présente dans Societas Criticus, tel que cela me fut suggéré par des personnes présentes.

Nous entrons dans un nouveau millénaire fortement hypothéqué: réchauffement de la planète, vache folle, menace chimique, etc. Et les biotechnologies dont les effets sont questionnables. Nous avons aussi des atouts: meilleure compréhension des phénomènes environnementaux, avancée de la recherche biomédicale, micro biologie et techno-médecine!

Le citoyen semble impuissant et se sent comme un spectateur devant ces avancées de la recherche. Il a de l'espoir et des craintes lorsqu'il voit les nouvelles à la télé. Quelques jours après, il l'oublie. C'est le téléroman de la science et de l'environnement, de la vie et de la technologie, avec ses drames et ses espoirs, qui revient chaque semaine dans l'actualité!

Si au niveau scientifique nous avons peu de pouvoirs, sauf de manifester et de faire des gestes d'éclats, au niveau politique et commercial nous pouvons faire des pressions. L'idée de la récupération vient d'abord de militants des années 70! Et cette idée de "rêveur", comme certain la qualifiait à l'époque, est devenue un moteur économique dans certains secteurs comme le papier. Naturellement, tel n'est pas le cas dans tous les secteurs, mais, si nous demandons que les produits utilisent une part de plus en plus large de matériaux recyclés ou recyclables, cela viendra.

Une autre façon d'agir est de recycler et d'encourager notre entourage à le faire, car plus il y aura de matières récupérées plus il sera facile de trouver quoi faire avec ces matières. En effet, si pour être rentable une usine de recyclage nécessite 100 tonnes de verre par an par exemple et que le recyclage n'en fournit que 50 t, cette usine ne pourra se faire. Alors notre verre sera exporté là où il est facile de le récupérer vu les volumes. Ainsi le simple geste de nettoyer ses contenants et de les mettre dans le bac vert est porteur de d'avenir.

Entre 1988 et 1998, les taux de récupération pour le Québec sont passés de 18% à 37%. En terme de poids le recyclage a triplé sur la même période, passant de 1.258 .100 tonnes en 1988 à 3 .372. 900 tonnes en 1998. Par contre les déchets se sont aussi accru sur la même période passant de 7.002.100 tonnes à 9.078.400 tonnes, ce qui fait que même si nous récupérons davantage, nous jetons aussi davantage qu'avant. (Recyc-Québec, 1999, p. 5) Il nous faut donc accroître collectivement nos taux de recyclage. Les entreprises doivent aussi y être davantage sensibilisées, car la récupération n'y est peut être pas aussi valorisée qu'elle devrait l'être quand on voit les conteneurs à déchets qu'ils ont!

On doit aussi les sensibiliser à la réduction à la source, car il est facile de croire que le gaspillage ce n'est pas grave, puisque de toute façon quelqu'un le récupérera quelque part. Je pense à l'industrie du logiciel ici. On la dit porteuse d'avenir, mais au plan de l'écologie elle a encore à changer bien des habitudes. Autrefois, les logiciels étant sur disquettes il fallait des contenants d'une certaine taille. Aujourd'hui la suite Microsoft Office tient en deux CDs avec un petit livre d'instruction (l'aide étant interactive dans le programme), mais la boîte est aussi grosse qu'autrefois et contient soit du carton ou du "stirofoam" pour remplir les vides! Car plus le contenant est gros, plus le logiciel l'est! Ce sont là des comportements à changer, car récupérer c'est bien, mais réduire les déchets à la source c'est encore mieux. Car il se trouve toujours des résidus dans l'environnement, même lorsque l'on recycle. Pourquoi pas des céréales dans des sacs d'emballages plutôt que dans une boîte de carton, contenant le sac d'emballage? Comme consommateur nous devons le demander ou encourager ceux qui le font déjà ! La loi du marché fera que les autres suivront. Nous même, comme citoyen on peut penser à la réduction à la source: réutiliser nos feuilles par exemple, les recouper pour faire des blocs notes ou s'acheter un agenda électronique au lieu d'un agenda papier!

Les éco-quartiers auront toujours un rôle de sensibilisation et d'éducation des citoyens à la réduction des déchets, à la récupération et au respect de l'environnement (opérations drapeau rouge pour les propriétaires de chien ou plantation d'arbres par exemple) à faire. Avec le temps ce rôle se modifiera cependant avec les courbes démographiques: davantage de travail dans les écoles pour certains, plus d'approches multiethniques pour d'autres et nouvelles approches à trouver avec les travailleurs autonomes. Par exemple pourrait-on leur offrir des déchiqueteuses à rabais, comme on offre des composteurs, pour protéger la confidentialité de leurs documents dans le recyclage? Travail à faire avec les petits commerces (et peut-être certaines petites industries) pour les intégrer aux programmes de collectes sélectives existants.

Le champ d'action des éco-quartiers pourrait aussi s'élargir à d'autres secteurs avec le temps - naturellement des ressources financières devraient alors suivre - pour le bien de notre environnement. En voici quelques possibilités:

- 1) S'attaquer aux industries de leur territoire pour les amener à penser valorisation des déchets. Les éco-quartiers auront alors un rôle d'éco-conseil auprès des entreprises de leur secteur peu importe leur taille. Ceci n'est pas encore possible, parce-que ce n'est pas dans le champs de responsabilités municipales, mais avec l'arrivée de la nouvelle ville de Montréal et de la super-CUM pourrait-il y avoir entente avec le Ministère de l'environnement à ce sujet?
- 2) Aider des PME de la revalorisation ou du recyclage à trouver leurs matières premières quand de nouvelles technologies vont faciliter le recyclage de petites quantités. Prenons l'exemple des aciéries. Autrefois il s'agissait d'industries lourdes. Maintenant certaines technologies permettent l'existence de petites aciéries pouvant produire des aciers spéciaux en petites quantités. (Piore et Sabel, 1984) Alors il est fort possible que de nouvelles technologies moins coûteuses, plus flexibles et

plus petites qu'aujourd'hui apparaissent et permettent de rentabiliser le recyclage de petites quantités, d'où l'apparition de PME de la valorisation. Ce rôle pourra se faire en partenariat avec les services de développements économiques et leurs partenaires. Cela existe notamment dans le réseau scolaire avec les CFER. Sur notre territoire, nous avons d'ailleurs le CFER de Louis-Joseph Papineau (CSDM) qui a une usine de papier artisanal et qui est un des partenaires de notre éco-quartier.

- 3) Valoriser de nouvelles formes de recyclage et soutenir techniquement les artisans de leur territoire, car le recyclage artisanal est appelé à se développer comme nouvelle forme de travail autonome. Tout comme des artistes font des reliures d'art aujourd'hui, on peut prévoir que des artisans feront des papiers artisanaux, des reliures recyclés, des papiers d'emballage à base de recyclage, etc. Car parmi les jeunes qui apprennent au CFER ou qui participent aux ateliers de recyclage dans les écoles, qu'est-ce qui nous dit qu'il ne sortira pas quelques artisans et artistes du recyclage parmi eux qu'il faudra ensuite soutenir dans leur entrepreneurship environnemental.

Si notre développement économique passe d'abord par notre créativité avant de passer par l'implantation d'usines de montage venue d'ailleurs, les éco-quartiers auront alors un rôle important à jouer en support aux organismes de développement économique d'ici quelques années.

Ils jouent aussi un rôle de promoteur de l'entrepreneuriat environnemental en encourageant les jeunes à penser métier et science de l'environnement lors de leurs activités dans les écoles. Qui nous dit qu'un de ses jeunes ne partira pas un jour un commerce de papier d'emballage recyclé? Pensons aux friperies.

C'est là un secteur économique qui s'est entièrement développé sur le recyclage et la créativité, les vêtements ainsi recréés étant souvent de la haute couture!

Les éco-quartiers sont une nécessité actuellement pour la conscientisation des citoyens. Demain, ils deviendront support d'une nouvelle industrie de l'environnement émergente.

Bibliographies:

Handfield, Michel, **Le paradigme écologique et le développement économique**, in Society/Société, Vol. 22 no. 2, May/Mai 1998, pp. 19-21. aussi disponible à:

http://www.netrover.com/~stratji/organisation.htm#Le_paradigme_écologique

Piore Michael J., et Sabel, Charles F., 1984, **The second industrial divide - possibilities for prosperity**, U.S.A.: Basic books

Recyc-Québec, 1999, **Gestion des matières résiduelles au Québec**, Bilan 1998

Sénécal, Gilles et collaborateurs (dont Martin Ponton de notre éco-quartier), 1999, **Le portrait environnemental de l'île de Montréal au regard de la durabilité urbaine**, Québec: INRS - Urbanisation

Sites Internet:

www.recyc-quebec.gouv.qc.ca

www.ville-emard.com/ecoquartier.html

<http://www.reseau.qc.ca/micro-entreprises/carte.html>

<http://www.cfer.qc.ca>

www.homestead.com/societascriticus

Index

Le piège ethnique
Michel Handfield

(Ce texte a paru dans la chronique les grandes gueules de [Voir](#) Montréal du 11 au 17 janvier 2001)

L'affaire Michaud soulève le piège des questions ethniques. Parizeau, avant lui, a démissionné pour avoir parlé du vote ethnique. M. Chrétien, après maintes questions, a indirectement admis avoir accéléré l'attribution de citoyenneté à la veille du référendum de 1995, tout en niant que c'était pour favoriser le camp du non. (La Presse, 7 mai 1996, B1) En fait la question ethnique est un piège pour tous les politiciens.

Sociologiquement la scientificité des sondages est basée sur des extrapolations du vote en fonction des groupes d'appartenances: ethniques, linguistiques, professionnels, éducationnels, économiques, etc. Il y a donc des comportements liés à l'appartenance ethnique dans le vote, mais sa pondération n'est pas nécessairement la plus importante. En fait, la langue paraît être un facteur plus important. Il semble en effet que les membres d'ethnies qui sont francophones ont voté OUI dans une proportion assez importante (de 23 à 34% selon divers modèles de pondération) selon les conclusions de Pierre Serré, étudiant au doctorat en science politique à l'Université de Montréal. (1) Ainsi, le vote des Juifs peut avoir suivi cette même tendance, selon qu'ils soient francophones ou non. Alors que cette communauté fut unanimement pour le non dans certains pôles n'est pas un indice que tel fut le cas pour tous les Juifs québécois. La thèse de M. Michaud n'est donc pas scientifiquement recevable et est fort critiquable. Ceci ne l'empêche cependant pas de dire son point de vue, car nous sommes encore dans une société ouverte et libérale je crois. A moins que les racines conservatrices des deux chefs québécois nous ramènent au duplessisme? Une chance que la Charte des Droits et Libertés de Messieurs Trudeau et Chrétien protège notre liberté de parole, incluant celle de M. Michaud!

Politiquement, par contre, chaque citoyen étant un individu libre, dire que le vote fut ethnique, c'est nier la liberté individuelle. Car chaque citoyen, derrière l'isoloir, à liberté de conscience et est seul à choisir. Remettre ce principe en cause, c'est aussi remettre en cause le fondement de la démocratie. Le faire peut donc soulever un tollé. Il n'est pas dit cependant qu'il ne faut pas soulever les questions de représentativité du système électoral, car ce sont des outils qui donnent une image plus ou moins juste de la volonté du Peuple. On l'a vu aux Etats-Unis cette année.

La question ethnique est aussi un piège à un autre niveau, car si l'on se définit comme ethnique, on ne veut pas être qualifié d'ethnique! Car se définir ainsi,

peut être inclusif dans un groupe, un signe d'appartenance ou un signe de différence. Mais être défini ethnique par les autres, est par contre exclusif.

En fait, pour combien de temps est-on ethnique? Quand le devient-on? Quand ne l'est-on plus? Car avec les mariages mixtes, des Bouchard ou des Michaud pourront aussi devenir des ethniques ! Et des Xyz pourront devenir des pures laines ! Un "ethnique" deviendrait-il un autochtone s'il retournait dans le pays de ses ancêtres? Où serait-il considéré comme un Québécois ou un Canadien, donc un "ethnique", pour eux? L'ethnicité est un concept très subjectif. Pour cette raison je lui préfère le concept de citoyen. Est citoyen toute personne habitant le territoire.

Malheureusement, en valorisant l'ethnicité par le multiculturalisme, cela peut parfois aller à l'encontre des individus, car on peut les voir comme des "ethniques" qui ont des comportements prédéterminés - ce qui vaut aussi pour l'ethnie "canadienne-française" ou "québécoise de souche". L'individu n'est plus maître de lui: ses comportements sont prédéterminés par son ethnie selon cette optique. C'est ainsi qu'en 1998 l'Honorable juge Monique Dubreuil a laissé sortir deux violeurs avec une peine à purger «dans la collectivité», vu le «contexte culturel particulier à l'égard des relations avec les femmes» chez les Haïtiens, ce qui avait soulevé un tollé!

On voit là que le recours aux cultures ethniques peut parfois aller à l'encontre de l'égalité entre les individus. On se doit d'être prudent avec le concept de société multiculturelle. (2) Car le multiculturalisme peut être une façon d'ignorer l'autre, de dire Nous et Eux. Alain Finkielkraut, dans *La défaite de la pensée* (Gallimard, 1987), dit que "les partisans de la société multiculturelle" (...) "présentent comme l'ultime liberté individuelle le primat absolu de la collectivité". (p. 142) Si chacun est réduit à sa culture originelle, c'est aussi une forme de racisme:

"Le mot racisme, en effet, est trompeur: il réunit sous un label unique deux comportements dont la genèse, la logique et les motivations sont complètement dissemblables. (...) le premier déclare que la civilisation est une, le second que les ethnies sont multiples et incomparables. Si le colonialisme est bien l'aboutissement du premier, le second culmine dans l'hitlérisme." (p. 107)

En fait, on nie que les individus sont le fait de divers facteurs sociaux, politiques et culturels locaux, nationaux, mais aussi internationaux (avec l'ouverture sur le monde que procurent les moyens de communication modernes). Les notions de races et d'ethnies comptent pour peu dans ce que sont les individus. Les réduire pour un OUI ou pour un NON à un groupe homogène, relève davantage d'obscurantisme que de racisme, mais ce n'est pas une raison pour nous ramener à la grande noirceur duplessiste.

Notes:

1. Pratte, André, "Près du quart des "ethniques"auraient voté oui", in Le Devoir, 24 février 1996 (source: www.vigile.net/pol/vote)

2. Ici je tiens à me distancer des thèses néo-conservatrices qui sont contre le multiculturalisme, car dans leur cas cela est loin d'être pour laisser plus de place aux individus et à différentes cultures. C'est davantage pour les inclure dans un modèle culturel, référentiel et éducationnel unique! Je crois qu'il faut plutôt trouver un modèle multiculturel ne se réduisant pas qu'aux notions ethniques, mais permettant la libre circulation de différentes idées et cultures incluant l'underground et les courants contestataires! Car l'individu est loin de se réduire aux seuls courants ethniques et linguistiques. La pluralité culturelle ne peut et ne doit pas être réduite qu'à ça.

Index

Le problème de la pauvreté et de la charité **Michel Handfield**

Au moment d'écrire ces lignes, c'est le temps des collectes de denrées pour Noël. En fait Societas Criticus a même encouragé l'une d'entre elle, "Maillage St-Michel", dans son dernier numéro (Vol. 2, no. 4). Mais ce n'est pas une raison pour ne pas questionner la chose.

Il est étonnant de voir comment on relie de plus en plus sous-scolarité et pauvreté, tout en réduisant les exigences scolaires:

"Une proportion n'a pas les capacités de se rendre en secondaire 5. Alors il faudrait au moins les rendre fonctionnels. Et un secondaire 3, c'est là qu'on peut tracer la ligne entre être fonctionnel et ne pas l'être", explique-t-il, rappelant que, encore aujourd'hui, un emploi sur cinq ne nécessite qu'une formation de base, soit l'équivalent d'un secondaire 3." (Katia Gagnon, "Un diplôme en secondaire 3, La Presse, p. A 1)

En fait, en même temps que le discours officiel parle de l'importance de la culture et d'économie du savoir; dans les faits, on reconnaît que tous ne peuvent être scolarisés et que, de toute façon, la société ne peut absorber autant de diplômés universitaires qu'on en produit!

Comment peut-on parler de formation tout en réduisant les budgets à l'éducation? Comment peut-on parler de l'importance de la culture, tout en réduisant l'éducation aux seules compétences productrices? On ne produit plus

des gens avec des connaissances, qui ont la capacité de s'adapter; mais des gens avec des compétences qui répondent à des besoins actuels. Comme le disait le philosophe Thomas De Koninck à La Presse:

"En s'alignant sur les besoins immédiats du marché, notamment en privilégiant une technologie galopante, l'éducation publique se donne des airs pratiques qui ne sont que cela, des airs; il saute aux yeux qu'elle "produira" de la sorte des diplômés aux habiletés vite obsolètes."
L'université d'aujourd'hui produit donc des experts, mais ces experts sont incultes. "(...) il est évident que l'expert, lui, en tant qu'individu humain, marquera une nette régression, de plus en plus grande, à mesure qu'iront s'atrophiant, faute d'exercice, ses autres facultés, ses autres talents, et tout ce qui, chez lui, aura été laissé pour compte." (La Presse, 9 décembre 2000, B 5)

On édulcore l'éducation de telle sorte que les gens soient productifs, mais non impliqués ou politiquement revendicatifs. C'est ainsi que l'on cherche à régler les problèmes de pauvreté par la charité. Que des organismes communautaires prennent le relais de l'État pour offrir, à un moindre coût, des services aux citoyens ! Qu'il faut des collectes pour fournir des petits déjeuners aux enfants dans les écoles! Mais le travail d'action politique est oublié.

Pourtant, c'est seulement de là que peut venir le changement. (1) Ce n'est pas par la charité que se règlent les problèmes de désinvestissement de l'État et de pauvreté. Pourquoi un emprunt pour bâtir une école ou un hôpital est-il considéré comme une dépense, alors qu'un emprunt du privé pour construire une usine d'explosif est considéré comme un Investissement, déductible d'impôt et soutenue par des subventions? Produire de l'éducation, de la santé et des citoyens est mal vu. Produire des hamburgers, des bombes et des cigarettes, c'est du développement économique!

Il faut que les citoyens s'impliquent pour que les choses changent. Pourquoi le communautaire ne prend-t-il pas davantage le relais de l'éducation pour former des citoyens revendicatifs? Quand on nous dit que les subventions aux entreprises créent de l'emploi et que cela accroît la richesse collective, c'est accepté comme une vérité. Pourtant, dans les nouvelles financières ont dit tout le contraire: le marché aime les baisses d'emplois, signe d'une amélioration de la productivité! Un paragraphe révélateur lu dans Le Devoir:

"New York - Les marchés boursiers ont bondi hier, s'inspirant d'une légère hausse du taux de chômage aux Etats-Unis." (AFP, Les titres technologiques font un bond, in Le Devoir, 10 décembre 2000, B 1)

Alors si les citoyens étaient politiquement éduqués, ils pourraient remettre en cause les politiques gouvernementales de coupures dans les services publics et les subventions aux entreprises. Ils pourraient revendiquer le revenu de

citoyenneté et le réinvestissement gouvernemental en lieu et place des subventions aux grandes corporations. Imaginer 1/2 millions de personnes devant les parlements à chaque fois qu'une entreprise reçoit une subvention (ou que Bernard Landry dit aux entreprises "on a de l'argent!") alors que les services publics sont coupés au nom de la saine gestion! Ou, plus simplement, que chaque fois que les citoyens passent devant le bureau d'un député du Parti concerné, ils disent "trou de Q" (2) d'un ton normal ou donnent deux petits coups de klaxon! Bref, rien pour déranger les autres, mais assez pour que les députés constatent que les citoyens ne sont pas dupes! Cela ne ferait certainement pas de tort.

En effet, il faut bien être conscient que les subventions ne créent pas nécessairement autant d'emplois que promis. Et lorsqu'elles en créent, ce n'est pas toujours pour de longues périodes. Combien de fois avons-nous soutenu GM de Boisbriand? Et c'est à refaire de façon périodique (à chaque fin de modèle), comme un gouffre sans fond. Et les promesses de Kenworth? En fait, cet argent investit dans l'État, au service du bien commun, aurait davantage rapporté à la population en terme de bien être. Il est vrai que je lis des livres de gauche, comme le libéralisme. Je suis d'ailleurs entièrement d'accord avec David Hume (1711-1776) pour dire que:

Tout État est affaibli par une trop grande disproportion entre les citoyens. Chacun, si c'est possible, devrait jouir des fruits de son travail, par la pleine possession de tout ce qui est nécessaire à la vie, et de plusieurs des choses qui la rendent agréable. Nul ne peut douter qu'une telle égalité soit ce qui s'accorde le mieux avec la nature humaine et qu'elle ôte bien moins au bonheur du riche qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi le pouvoir de l'État, et elle est cause que les taxes ou impositions extraordinaires seront payées de meilleur gré. Là où les riches s'engraissent sur le dos d'un petit nombre, il faut que leur contribution aux nécessités publiques soit très large; mais dès lors que les richesses sont répandues sur une multitude, le fardeau semble léger à chaque épaule, et les taxes n'apportent pas de différence bien sensible dans la façon de vivre de chacun. (La liberté comme nécessité historique, in *Le libéralisme*, 1998, Paris: GF Flammarion, coll. Corpus, p. 63)

Si on m'avait dit un jour que le virage vers le conservatisme serait si fort, qu'être libéral serait presque révolutionnaire, je ne l'aurais jamais cru!

Note:

1. Je pense ici à certains ouvrages d'Alain Touraine: *La société post-industrielle*, Denoël, coll. Médiations, 1969; *Production de la société*, Le livre de poche, coll. biblio/essais, 1993 (1973); et un numéro de *Sociologie*

et Sociétés à propos des écrits d'Alain Touraine, soit "Changement social et rapports de classes", Vol. 10, no. 2 (octobre 1978, PUM).

2. Je dis bien "Trou de Q", comme Bernard Landry, Ministre des finances, a refusé une participation du Gouvernement fédéral à un organisme public pour ne pas avoir à mettre de "chiffon rouge". Et de se défendre qu'il n'a jamais dit le drapeau canadien, même si tous les citoyens savent qu'il est rouge et ont compris que c'est bien de cela qu'il s'agissait. Alors nous disons bien "Trou de Q", le Q ayant un espace vide en son centre que nous pouvons qualifier de trou! Nous n'oserions jamais dire ni penser "trou de cul", vous avez très bien compris la nuance landryesque ici!

Index

Cultura Societas

CD-Vidéo-DVD

St-Germain, Tourist, Blue Note, 7243 5 26201 2 8

Album particulier mêlant les cuivres, percussions et synthétiseur (keyboards). Classé dans le jazz ou dans "Électronica" selon les magasins. Un son moderne, voir futuriste, avec des racines de jazz plus classique que l'on reconnaît au passage sur certaines pièces. Comme lorsque "So Flute..." débute, je ne peux m'empêcher de penser à Jethro Tull (Bourée); sur Montego Bay Spleen" il y a comme des arômes de jazz des années 40; et sur "Sure Thing" on retrouve des éléments de "Henry's Philosophy" de Myles Davis et John Lee Hooker. Un CD qui unit le jazz contemporain à ses racines et à son futur! (Michel Handfield)

Rétrospective Pauline Julien, 22-1017

Une interprète dans le sens noble du terme. Pour ceux qui la connaissent déjà, une rétrospective de ses succès allant de "As-tu deux minutes" (sur le spleen de la quarantaine) à "Le plus beau voyage" de Claude Gauthier (qu'elle interprète de façon magistrale), en passant par "Ce soir j'ai l'âme à la tendresse", un classique de la chanson québécoise qu'elle a écrite et qu'elle interprète magistralement. Pour ceux qui ne la connaissent pas: à découvrir! Une façon tendre de conserver Pauline dans nos mémoires. (Michel Handfield)

The Beatles: Yellow submarine soundtrack, EMI/Apple, et The Beatles, 1, Apple, 7243 5 29325 2 8:

Les Beatles, une époque: les années 60, les remises en question, le bouleversement des valeurs conservatrices. Un vent de libéralisation soufflait. "Yesterday" était en arrière, on regardait l'avenir "All together Now"! Maintenant, on revient au conservatisme et on rêve de liberté en réécoutant les titres des

années 60! Deux bons CDs pour faire la connaissance des Beatles ou se remémorer les promesses de ce temps, où tout semblait possible. Les pochettes sont intéressantes, comportant pour l'une, des images de "Yellow submarine" et pour l'autre des pochettes des Beatles. Malheureusement, elles ne contiennent pas les paroles.

Un souhait: que nos élites d'aujourd'hui se rappellent leurs revendications de cette époque, eux qui reviennent aux politiques qu'ils remettaient en cause dans les années 60! Je leur conseille tout particulièrement d'écouter les Beatles en lisant "***Nous l'avons tant aimé, la révolution***" de Dany Cohn-Bendit (Seuil, Points Actuels, 1986). Peut-être que le siècle qui s'ouvre... reviendra ainsi à des valeurs plus humaines! (Michel Handfield)

Pink Floyd 2 CD chez Columbia

The Wall Live Pink Floyd 1980-81

Is there anybody out there

Deux magnifiques livrets couleur accompagnent le CD.

Non, ce n'est pas du "heavy metal." Il est facile de reconnaître la musique de Pink Floyd, nul "band" joue un style de musique aussi particulier. Le son, les bruits étranges, les effets spéciaux des instruments sont renversants et démontrent bien la très grande originalité et qualité des musiciens. Un son unique. Pink Floyd se démarque singulièrement des autres. La différence est frappante. Du classique électrique à son meilleur. Il faut l'écouter religieusement comme nous le faisons pour un disque classique ou un disque de Jazz pour ne rien manquer des effets sonores et permettre à notre ouïe d'en tirer le maximum de plaisir. On reste fixé à son siège, toujours à l'affût d'un son particulier qui traversera sûrement vos haut-parleurs. Avez-vous déjà entendu un hélicoptère traverser vos haut-parleurs? C'est assez spécial. «*De la musique avant toute chose*» (Verlaine). (Gaétan Chênevert)

Il Giardino Armonico, Viaggio Musicale (Musica Italiana del Seicento) chez

Teldec

Musique Italienne du 17^{ème} Siècle

J'ai entendu pour la première fois Il Giardino Armonico, Viaggio Musicale à l'émission **Rayon Musique** du 11 novembre 2000, animée par Johanne Laurendeau et réalisée par Michèle Vaudry. Elle est diffusée chaque samedi, de 10h à midi, à la Chaîne culturelle de Radio-Canada.

Un disque de toute beauté, empreinte de calme et de sérénité. Nous sommes à l'apogée de la Renaissance (Renaissance tardive 1520-1580), début du baroque (disons entre le XVII et XVIII siècle). Une époque qui nous rappelle un tout autre monde où on savait, il me semble, jouir des moments libres, prendre le temps de

rêver, contempler, discuter, boire, manger et s'amuser. Lorsqu'on veut quitter pour un moment notre monde toujours plus rapide et stressant, il s'agit d'entreprendre un voyage dans cet univers beaucoup plus accueillant où il fait bon se réfugier. Cette musique éveille en nous le désir d'évasion, de rêves et le goût du voyage.

Voyage ou Voyages ?

Voilà ce qu'écrit Giovanni Antonini (traduction: Jean-Claude Poyet)

Notre voyage commence, dans le temps, par des compositions de Salomone Rossi publiées en 1607, quelques mois après la «première» mantouane de *L'Orfeo* de Monteverdi, à laquelle Rossi participa très probablement comme violoniste; certains échos du style de Monteverdi résonnent d'ailleurs de manière évidente et combien émouvante! Dans ses *sinfonie* aphoristiques.

Le voyage se poursuit avec les œuvres de Cima, Castello, Merula, Marini et des autres compositeurs de cet enregistrement, pour aboutir au recueil d'Uccellini, légèrement postérieur à *l'Incoronazione di Poppea* et à la mort de Monteverdi lui-même puisqu'il date de 1645. Ainsi, le choix des morceaux composant cette anthologie s'inscrit exactement dans la période de l'aventure théâtrale monteverdienne et illustre les permanentes tentatives d'imitation des modèles vocaux et du code gestuel du théâtre d'opéra naissant: les deux sonates de Dario Castello sont particulièrement emblématiques de cette attitude.

C'est également un voyage à travers les couleurs des diverses combinaisons instrumentales de l'époque (en réalité, une modeste sélection des multiples possibilités) suivant le «fil rouge» de la sonate en trio pour deux instruments et basse continue, et à travers les «affects» les plus contrastés: de la luminosité des morceaux de Merula ou Marini et la théâtralité exaspérée de Castello à l'obscurité vaguement ascétique de la Sonate de Riccio, en passant par les innombrables nuances et clairs-obscurs si chers au premier baroque italien.

Mais le voyage peut aussi bien se dérouler, idéalement, parmi les lieux de l'Italie septentrionale d'où sont originaires tous les compositeurs présentés ici: de Milan (Cima et Rognoni) à Mantoue (Rossi et Monteverdi), de la Romagne (Uccellini et Spadi) à Venise (Riccio et Castello), où confluaient tout ce qui concernait la musique et l'art en général: Monteverdi y passa une grande partie de sa vie et c'est là que fut imprimée la majeure partie des œuvres de cet enregistrement.

L'utilisation du diapason typique de l'Italie septentrionale - avec le *la* à 466Hz, un demi-ton plus haut que le diapason moderne - et de cordes en boyau confère aux instruments une «réactivité» particulière dans l'émission et la prononciation des sons (indispensable à l'imitation du chant) ainsi qu'une transparence incomparable, à notre avis parfaitement adaptées à l'interprétation des musiques enregistrées ici.

Le répertoire :

Claudio Monteverdi: Sinfonia da "Il Ritorno d'Ulisse in Patria"
 Tarquinio Merula: Ciaccona, Ruggiero, La Cattarina
 Dario Castello: Sonata IV, Sonata X
 Marco Uccellini: Sonata XVIII, La Bergamasca
 G. Battista Spadi: Anchor che col partire
 Francesco Rognoni: Vestiva I colli
 Gian Paolo Cima Sonata á 3
 Alessandro Piccinini: Toccata
 Salomone Rossi: Sinfonia á 3, Sinfonia á 5, Sinfonia, Sinfonia grave,, Gagliarda
 Zambalina Gagliarda Norcina
 G. Battista Riccio: Sonata á 4
 Giovanni Picchi: Pass'e mezzo
 G. Battista Fontana: Sonata á 3

(Gaétan Chênevert)

Le lait, l'album blanc (72435 30741 2 8)

C'est ma vie, C'est ma vie... il fait beau dehors, je ne suis pas à **La mer**. J'écris. Mais, **Non, je ne regrette rien!** L'ordinateur, **Pour un flirt**, l'écriture, pour le plaisir! Bref, **Pour vivre ensemble**, il faut savoir créer! Cet album est une fleur de souvenirs inoubliables de la chanson francophone! On les connaît toutes... Agréable comme un verre de lait et un biscuit au chocolat! (Michel Handfield)

Patrick Normand (BM2-1407)

La guitare de Jérémie (Paroles: Michel Rivard, Musique: Patrick Normand); Kevin (Kevin Parent); Longue est la route (Manuel Tadros); Ma belle (Bourbon Gauthier); Chanter pour rien (Paroles: Pierre Bertrand, Musique: Patrick Normand) et l'on peut continuer. Qualité indéniable des paroles. Patrick Normand a su s'entourer. Et comme guitariste, ce n'est pas le dernier venu. Il est dans les majeures. Interprétation très juste. Un must. (Michel Handfield)

Marc Edgar, C'est l'bordel (AKCD 1301)

Il y a de l'énergie sur ce CD, même dans la douceur. J'ai eu la chance de le voir en spectacle et je m'y suis procuré le CD, car je ne sais pas s'il se trouve en magasin. En spectacle il m'a fait penser à Dylan: Guitare et Musique à bouche. Sur CD, il est davantage habillé folk-rock! "Je n'étais pas sorti du carrosse que déjà je voulais rouler ma bosse..." ainsi part "Assis-toi là", première chanson du CD. Énergisante! Il a probablement roulé sa bosse, car c'est un album mûr au niveau des textes. Et qui décrit bien la ville et la société. "C'est l'bordel", il le chante! Mais ce n'est pas du désespoir, car du big-bang est né l'univers! La créativité naît du désordre et de la contestation de l'ordre établi. De la révolution naît le changement, l'histoire l'a montré bien des fois! Un album à écouter en lisant notre dossier Idéologies. Références: Productions ANARCHICHYK, C.P.

21, Succ. Beaubien, Montréal (Québec) Canada H2G 3C8. Je ne sais pas s'il est disponible en magasin. (Michel Handfield)

Miles Davis, Kind of blues (CK 64935), Colombia/Legacy
Trompettiste improvisateur, et pionner du cool-jazz et du jazz-rock nous apprend le Larousse. Ce CD, enregistré en 1959 en est l'abécédaire, le modèle, le classique! Tellement contemporain dans sa facture qu'il fut réédité à plus d'une occasion. Il joue présentement pour nième fois sur mon ampli, et je m'arrête pour en écouter de long bout. Il me coupe les mots... d'où j'ai de la difficulté à écrire cette critique. C'est tout dire. Si n'avez pas de disque de jazz, c'est celui qu'il vous faut. Demander à l'écouter à votre disquaire. Je crois qu'il devrait vous plaire. (Michel handfield)

Index

Commentaires livresques!

L'imposture néolibérale (marché, liberté et justice sociale)

J.-Claude St-Onge
Les Éditions Écosociété, 2000.
Critique par Gaétan Chênevert

Pour tous ceux qui veulent comprendre les raisons pour lesquelles les anti-mondialistes - appelés ainsi à tort par les médias car ils ne sont pas contre la mondialisation, mais bien plutôt de la manière dont elle se fait - montent aux barricades n'ont qu'à lire J.-Claude St-Onge, L'imposture néolibérale. Il fait un très beau tour d'horizon des notions du néolibéralisme, la période de sa montée en puissance (la période de préparation, le démarrage et son apogée), son organisation et son discours (les notions, les euphémismes, les propagateurs et les politiciens qui répètent soient par conviction, par opportunisme ou par nécessité. Il démystifie et critique pertinemment la célèbre notion théorique de marché - si chère aux maîtres à penser d'un système qu'on nous impose - sa construction idéale classique et sa mécanique céleste, en signalant les failles théoriques et pratiques du marché tout en nous indiquant ce à quoi le marché ne peut répondre dans le monde complexe d'aujourd'hui. Chacun des chapitres commence par une citation, une épigraphe pour en indiquer l'esprit. Pour n'en citer que quelques-unes :

« Il n'y a pas d'autre économie que l'économie de marché. [...] Dans l'histoire de l'humanité depuis qu'elle est l'humanité, le marché est un état de nature de la société »
(Alain Minc).

« Vous, les dirigeants politiques, vous devez savoir que vous êtes désormais sous le contrôle des marchés financiers » (M. Tietmeyer).

« Dans une nation libre où l'esclavage est interdit, la richesse la plus sûre consiste dans la multitude des pauvres laborieux » (B. de Mandeville).

« Le gouvernement civil [...] est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres (Adam Smith).

«Pour l'orthodoxie libérale, le marché est la clef de voûte de la société. Il assure la prospérité le plein emploi et est fondé sur l'échange libre et volontaire des participants. D'après Hayek, il ne «fait que des gagnants», est le garant des libertés et assure le fonctionnement harmonieux de la société. Ce portrait, tout extravagant qu'il soit, décrit pourtant bien la façon dont le libéralisme ambiant conçoit le marché. Il n'y a qu'à laisser faire pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes marchands.

«Dans la réalité, le marché, c'est surtout la domination et l'hypercompétition d'un petit nombre de firmes géantes pour le contrôle du monde. La tendance du capitalisme est d'éliminer la «concurrence» idéalisée. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le but du marché est d'éliminer le «marché» afin de maximiser les profits. »

Même Adam Smith aussi paradoxal que cela puisse paraître dénonçait sans ambiguïté l'exploitation du faible par le puissant : « La rente et le profit mangent les salaires, et les classes supérieures de la nation oppriment l'inférieure» (*Adam Smith, Richesse des nations, 1776*).

L'auteur à travers ce livre nous fait connaître quelques idées maîtresses des principaux artisans ou pères fondateurs du néolibéralisme tels: Hayek, Nozick, Rothbard, Friedman, et bien sûr quelques immortels qu'on ne peut se passer tels: Adam Smith, Locke etc. Il est intéressant d'analyser les énoncés de chacun et les critiques judicieuses de St-Onge des notions aussi abstraites que «l'ordre spontané, les théories néolibérales de la justice, l'harmonie des intérêts, la liberté droit ou pouvoir, l'État minimal, toutes des idées amalgamées et savamment orchestrées, affirmées, constamment reprises et martelées par des chantes et apôtres d'une pensée unique dite universelle qui nous empêche de penser autres choses sans être excommunié pour non croyance à ce nouveau dogme.

On peut stopper le néolibéralisme, il s'agit de le connaître pour mieux le maîtriser. À toute personne désireuse de rompre avec le fatalisme ambiant lisez L'imposture néolibérale. Tout n'est pas fini.

L'auteur est professeur de philosophie et a également enseigné l'économie. On perçoit très bien dans son livre l'apport de la philosophie dans l'interprétation et la compréhension des concepts et notions tous azimuts du néolibéralisme, comme de quoi la philosophie mène à tout. À ne pas éliminer des écoles si on veut comprendre le monde dans lequel on vit.

UNE CICATRICE DANS LA TÊTE, Un témoignage sur l'épilepsie

Par Valérie Pineau-Valencienne, Plon, 2000, 211 p.

Compte-rendu de Louise Lemieux

L'auteure nous raconte dans une écriture claire les étapes de la maladie qui la terrasse pour la première fois à l'âge de huit ans. Enfance misérable où elle tente péniblement d'obtenir quelques succès scolaires sans réussir, où elle essaie de se faire des amis sans y parvenir. Sa maladie fait peur, les enfants ne veulent pas s'embarrasser d'une copine pareille.

Intelligente, mais droguée par les médicaments, elle mène une vie de somnambule avec, à l'arrière plan, la peur de mourir à chaque nouvelle crise. Les nuits sont un cauchemar. Elle perçoit le sommeil comme l'antichambre de la mort parce qu'elle se croit atteinte d'une maladie mortelle et que le sommeil ressemble à la mort.

Elle ne comprend pas que l'amour de ses parents ne suffise pas à la guérir.

Sa pénible enfance se termine un jour à son grand soulagement. Mais l'adolescence ne lui apporte pas le réconfort escompté. La religion, dans laquelle elle pensait pouvoir trouver une certaine consolation, lui paraît inutile. Maigre et vouée, elle est perdante dans tous les domaines, surtout en éducation physique où elle est carrément nulle. Sa maladie fait peur et certains professeurs ajoutent à sa détresse en la rabaissant devant tout le monde.

Son premier baiser se termine par la catastrophe habituelle, aussi prépare-t-elle le suivant en se conditionnant mentalement et physiquement. Rien n'est facile à cette enfant et il faut avoir lu le livre pour voir dans quel océan de détresse elle a pu se débattre.

Ce n'est qu'à l'âge de dix-huit ans qu'elle apprend la nature exacte de sa maladie.

Vie difficile. Rapports pénibles avec les médecins. Relations compliquées ou inexistantes avec son entourage. Fréquentations qui échouent. Espace intérieur dévasté. Elle ne connaît que la solitude et l'incompréhension, elle sent autour d'elle l'effroi que ses crises suscitent.

La vie de cette femme admirable n'a été qu'une longue bataille qu'elle a finie par gagner à l'heure de la maternité, par la seule force de sa nature combattante.

Son histoire nous fait comprendre que tout est possible avec de la volonté.

Index

Arts Criticus!

La séduction plastique et le vrai capitalisme!

Michel Handfield

Attention, ici le mot plastique est pris dans le sens d'art, de beauté "irréelle", de mise en scène! Je tiens à le spécifier, car ce dont on parle, c'est d'art.

D'abord, je suis allé voir l'exposition de Gilles Carle sur la rue St-Denis avec Gaétan. Une sortie de co-éditeurs, quoi! Plusieurs de ses toiles sont une ode au corps de la femme et aux seins. Le cinéaste à conservé ses "seins-bole"! Cela se situe entre la peinture et la caricature dans le trait, car les dessins sont au trait noir avec, parfois, quelques couleurs. Très intéressant visuellement!

Certaines œuvres ont une profondeur très grande, comme le tableau aux femmes en noir. Je n'ai pas regardé le titre, car je ne voulais pas influencer mon interprétation toute personnelle de l'œuvre. En effet, interpréter c'est aussi créer des signifiants. Ce tableau me fait penser aux conflits dans le monde, à la violence (qui est affaire de Pouvoir plus que de sexe - ici je pense au règne de Mme Thatcher en Angleterre) et à la situation au Moyen-Orient. Qu'en serait-il si les femmes prenaient le Pouvoir? Différence ou continuité?

Après nous avons décidé de poursuivre dans la même veine et nous sommes allés voir ce qui est considéré comme le Club de danseuses le plus chic à Montréal: [Chez Parée!](#)

Première chose qui frappe c'est le "code"; il y a des gestes qui sont attendus de la part des clients. Ainsi après avoir été placé, le portier attendait (nous on parlait), pour le tip! On a pris une boisson gazeuse (6\$), et on a regardé les

spectacles. Un buffet est aussi disponible du lundi au vendredi de 12h à 14h et de 17h à 19h. Mais comme on était le samedi...

Naturellement les talents de danseuses sont différents de l'une à l'autre. On peut parler d'athlétiques, d'esthètes, de séductrices. Certaines font en sorte que le regard est attiré par le mouvement, d'autres par le corps ou les yeux! Pour la beauté, elles l'ont toutes!

Par contre, il y a une barrière, comme au théâtre. C'est une séduction de scène. Quoi que certains clients "vivent" probablement cette séduction comme une relation personnelle ! Ils risquent alors de devenir accro d'une danseuse, comme d'autres deviennent accro du jeu !

Naturellement, certains diront: Et l'exploitation de la femme? Et bien, c'est pourtant ce que valorise le système: l'exploitation et le profit. Quand Bell a vendu ses téléphonistes, le gouvernement semblait heureux. Il n'a jamais dit que vendre des gens, ça ne se fait pas! Quand une entreprise achète un concurrent pour consolider ses opérations et congédie du personnel pour atteindre son but, personne ne dit qu'on a acheté des gens pour les mettre à pied. C'est la marche à suivre pour être concurrentiel dans la globalisation d'aujourd'hui et les élites saluent ces entrepreneurs! Vendre un enfant est illégal, vendre des adultes dans une transaction financière est légal! Le système est basé sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme, Marx l'a bien montré! Alors l'exploitation de la femme se situe dans la même marche de la recherche du profit à tout prix. Je n'ai pas à être d'accord ou non: c'est un constat.

En fait, les danseuses ont probablement davantage de liberté sur leur métier que les gars - et les filles - de Kenworth, car eux, si l'entreprise, les libèrent pour une période indéterminée, vu le faible carnet de commande, il n'est pas sûr qu'ils peuvent travailler ailleurs - étant à la fois liée à Kenworth et leur compétence n'étant pas nécessairement transférable vers un autre secteur industriel. Les danseuses, vu le nombre d'établissements et la demande, ont davantage de chance de se trouver un autre lieu où exercer leur métier! Car dans leur secteur la concurrence existe encore entre les établissements. Ce n'est plus le cas dans bien d'autres secteurs industriels et commerciaux. Les clubs de danseuses, un des derniers bastions du libre-marché, est-ce possible?

Spectacle de Chloé Sainte-Marie
Salle Le Moulinet
Île des Moulins à Terrebonne
Vendredi le 24 nov 00
Par Gaétan Chênevert

Quoi de mieux que la petite salle Le Moulinet située dans un des bâtiments historiques de l'île des Moulins à Terrebonne pour écouter le récital de Chloé Sainte-Marie. On ne pouvait mieux demander, l'endroit s'y prête à merveille. Une soirée intime comme je les aime! Environ soixante personnes se sont déplacées pour entendre la chanteuse interpréter avec magnificence les superbes chansons de son album «Je pleure tu pleures».

Le spectacle débute par un chant de gorge interprété **par son professeur de chant Innu**. Celle-ci agenouillée sur la scène l'accompagne entre certaines de ses chansons, une présence inattendue mais impressionnante. Une culture et une langue qu'affectionne grandement Chloé Sainte-Marie. En plus d'interpréter les chansons de son album, elle nous présente quelques nouveautés dont Chamaille Chamaille (paroles de Gilles Carle) et quelques autres (3) dont les noms m'échappent.

Elle est superbe. Lorsqu'elle chante, elle n'est plus la même, elle est transformée, ses yeux scintillent, sa voix devient chaude, **son corps, empreint d'une grande sensualité, traduit l'intensité** des paroles et de la musique, elle est tout simplement charmante. Ces chansons la transcendent, la transportent, la passionnent, lui collent à la peau, elle s'en imprègne et les rend biens.

Elle est entourée d'excellents musiciens (violin, harmonica, guitares électriques et acoustiques, contrebasse, violoncelle), d'une choriste et violoncelliste hors pair. Après chaque chanson, elle saute sur la scène -j'avoue qu'au début ça m'a un peu agacé - comme un enfant satisfait d'avoir accompli quelque chose de merveilleux. Elle est heureuse d'avoir chanté de si belles chansons, elle plaît, y à de quoi sautiller.

J'arrête les compliments, ma femme risque d'être jalouse. Vous voulez voir et écouter un spectacle et des chansons hors des «airs» ordinaires qu'on nous sert à la radio, allez voir Chloé, vous serez séduit.

Index

Cultura recipiere

Nous remercions l'Atelier de création libertaire (atelib@multimania.com) qui nous ont fait parvenir Collectif, 1997, *la culture libertaire - Actes du colloque international, Grenoble, mars 1996*, Lyon: Atelier de création libertaire

Nous remercions Hachette (www.hachette.qc.ca) qui nous ont fait parvenir Gérard Messadié, 2000, Madame Socrate - Roman, France: JC Lattès

Index

Le fouineur Societas

Ce que nous avons acheté

(U)= Usagé

Attali, Jacques, 1998, Dictionnaire du XXIe siècle, Paris: Fayard, le livre de poche.

BOUDON, Raymond, 1986, L'idéologie - ou l'origine des idées reçues, Paris: Fayard, coll. Points

Rouvillois, Frédéric, 1998, L'utopie, Paris: GF Flammarion, coll. Corpus

Sauloy, Mylène, et Le Bonniec, Yves, 1992, A qui profite la cocaïne?, Paris: Hachette/Pluriel

Collectif, 1995, At Century's End, California: ALTI Publishing

(U) Todd, Emmanuel, 1979, Le fou et le prolétaire, Paris: Pluriel/Le livre de poche

(U) Epstein, Simon, 1998, Histoire du peuple juif au XXe siècle, Paris: Hachette/Pluriel

Semprun, Jorge, et Wiesel, Elie, 1995, Se taire est impossible, France: Mille-et-une-nuits

Bensoussan, Georges, 1998, Auschwitz en heritage? D'un bon usage de la mémoire, Paris: Mille-et-une-nuits

Schopenhauer, 1998, L'art d'avoir toujours raison, France: Mille-et-une-nuits

ATTAC, 2000, Tout sur ATTAC, France: Mille-et-une-nuits

(U) Laville, Jean-Louis (sous la direction de), 2000, L'économie solidaire - une perspective internationale, Paris: Desclée de Brouwer

Vacher, Laurent-Michel, 2000, Histoire d'idées, Québec: Liber

[##### Index #####](#)

Le Fil de Presse/Communiqués

Communiqué pour diffusion immédiate

Contact :

Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

<http://www.attac.org/quebec>

Les 147 députés du parti gouvernemental disent non à la transparence

Le ministre Pettigrew refuse aux parlementaires le droit de se prononcer sur une éventuelle ZLÉA

Montréal, le 22 février 2001 – Par souci de clarté sans doute, c'est l'ensemble de la députation libérale qui a voté mardi le 20 février contre une motion déposée par le député bloquiste de Joliette, monsieur Pierre Paquette, demandant « *Que la Chambre exige du gouvernement qu'il soumette pour débat et vote, en cette Chambre, tout projet d'accord sur la Zone de libre-échange des Amériques avant qu'il ne soit ratifié par le gouvernement canadien* »

Prétextant que cela entraînerait une « américanisation » de nos institutions et arguant que le Canada ne saurait divulguer unilatéralement les textes de l'avant-projet d'accord que les membres du Congrès américain ont déjà entre les mains, le ministre Pettigrew a réitéré son refus. Dans sa rhétorique empêtrée, le ministre a laissé tomber deux phrases lourdes de sens.

Premièrement, il a affirmé qu'il ne serait pas intéressant de divulguer les textes, puisque de toute façon les accords de libre-échange se ressemblent tous – ce qui d'ailleurs n'est pas pour nous rassurer. Si le libellé de tels accords est si peu important, pourquoi alors le processus de négociation de la ZLÉA lancé en 1994 est-il prévu pour se conclure 11 onze ans plus tard, en 2005 !

Deuxièmement, il a annoncé qu'il ferait part à ses collègues des 33 autres États participant à la négociation de la demande du Canada de divulguer les textes, avant ou à l'occasion de leur réunion à Buenos Aires au début du mois d'avril. Si le Canada est si en faveur de cette transparence, comment expliquer qu'il n'ait pas déposé une telle demande bien avant ?

Le ministre ne cesse de répéter que le Canada a fait preuve d'une grande transparence en publiant sur Internet ses propositions relatives aux questions débattues par cinq des neuf groupes de travail mis en place. Il n'est certes pas sans intérêt de connaître la teneur des propositions canadiennes, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La ZLÉA ne sera pas élaborée et conclue sur la seule base des positions défendues par nos représentants, aussi vaillants soient-ils. La ZLÉA sera le résultat d'un rapport de force, rapport de force dominé par les États-Unis et les transnationales américaines et autres. Partout à travers les Amériques, des milliers d'organisations populaires et étudiantes, des syndicats, des parlementaires – dont ceux du Québec – réclament la divulgation des textes et un large débat démocratique. Quand le ministre Pettigrew et ses 146 dociles compagnons refusent de rendre les textes publics, c'est aux peuples des Amériques qu'ils disent non.

ATTAC-Québec joint sa voix aux organisations qui ont sommé le gouvernement canadien de lever le voile sur ces négociations secrètes et invite les citoyens canadiens à faire part de leur mécontentement à leur député et(ou) au ministre Pettigrew.*

* Voir sur le site d'ATTAC la liste des députés ayant voté contre la motion et les débats en Chambre.

COURRIEL D'INFORMATION ATTAC (n°213)
Vendredi 23/02/01

Merci de faire circuler et de diffuser largement.
Le Courriel est reçu aujourd'hui par 27 203 abonnés

Ce courriel d'information a été mis au point par l'équipe de bénévoles du Grain de sable: journal@attac.org; <http://attac.org>.

La Taxe Tobin, mythes et réalités

La période actuelle peut s'avérer propice à un débat ouvert autour de la taxe Tobin. Hormis le fait que le commencement d'un nouveau siècle puisse inciter au développement d'idées nouvelles, nous nous trouvons aujourd'hui devant la large remise en question d'une théorie ou plutôt d'une orthodoxie économique qui s'éloigne de plus en plus de la réalité économique ; son enseignement soulève dans de nombreuses universités du monde entier un fort mouvement contestataire, qui

Le juge obsolète et suiviste, réduit à quelques postulats économiques clairement contredits par la réalité. Par ailleurs, on peut depuis longtemps lui opposer le très fort degré de volatilité et l'incohérence de quelques marchés financiers qui oscillent

Fortement dans l'espace et dans le temps, avec une variabilité et une imprévisibilité inouïes, dans ce qu'on pourrait appeler une mondialisation chaotique du risque financier.

Dans ce contexte, il nous semble intéressant de nuancer quelques-uns des mythes tournant autour de la taxe Tobin, et par là susciter autour de cette proposition une sorte de débat vulgarisateur.

Rappelons qu'il s'agit d'une proposition lancée à l'origine par l'économiste américain James Tobin, de l'Université de Yale (Prix Nobel d'économie 1981), qui consiste essentiellement à fixer une petite taxe fiscale, de l'ordre de 0.1%,

sur les transactions financières spéculatives, dans la pratique sur celles réalisées sur les Marchés internationaux de devises.

De cette façon, on pourrait tout d'abord réduire - en les rendant moins lucratifs - les allers-retours incessants sur les devises qui se comptent chaque jour par millions, et qui ne sont par nature que des paris spéculatifs (un achat et une vente réalisés dans l'espace d'un ou deux jours, par exemple, seraient contraints d'offrir dans ce type de paris une rentabilité espérée supérieure à 0.2%, compte tenu de la dite taxe sur chacune des deux opérations). Ainsi, on limiterait le volume et le caractère spéculatif des marchés des changes en question.

En second lieu, l'application de cette taxe lèverait au niveau mondial d'importantes ressources financières qui pourraient être affectées à des besoins sociaux fondamentaux, principalement dans les pays du Tiers-Monde. En résumé, cette mesure pourrait contribuer à une plus grande stabilité mondiale des marchés financiers internationaux, et au passage atténuer les inégalités et les besoins les plus criants d'une bonne partie de la population du globe.

On estime que le montant quotidien des opérations sur le marché des devises dépasse 1,8 milliard de dollars, c'est-à-dire plus de 315 milliards de pesetas. Cela signifie que, même en diminuant le nombre de ces opérations spéculatives, chaque année entre 150 et 250 milliards de dollars pourraient être collectés, c'est-à-dire entre 27 et 45 billions de pesetas, ressources avec lesquelles on pourrait faire de nombreuses choses dans le contexte économique international.

Ceci posé, divers mythes circulent à propos de cette proposition de Tobin, sur lesquels nous allons faire quelques observations et commentaires.

Premier mythe : La taxe Tobin est une proposition « de gauche ». Cette affirmation est inexacte. En dehors de son origine nord-américaine, cette proposition ne peut être étiquetée exclusivement « de gauche » ; elle peut aussi bien être avancée par une droite qui se veut moderne, progressiste et libérale (libérale en ce sens qu'elle vise une certaine liberté pour les individus, en particulier les plus défavorisés). Bien entendu, il peut arriver que dans quelques pays et cultures la droite s'identifie à l'expression la plus vieillote du libre échange - opposée à l'idée d'un marché plus libre- , celle des jeux de hasard et des spéculateurs financiers; cette droite resterait par conséquent en marge de cette proposition. De nos jours les formations politiques de droite ne devraient pas laisser à celles de gauche le monopole d'une mesure à forte connotation positive comme la taxe Tobin ; celle-ci pourrait servir - en dotant substantiellement les pays les moins développés- à amplifier le libre commerce

international, et mettre face-à-face, en définitive, l'économie réelle et l'économie financière, question qui, plus que le débat classique entre économie de droite et économie de gauche, marquera le débat économique de ce nouveau siècle.

Second mythe : la taxe Tobin est une utopie, sans aucun soutien dans la pratique. Cette fois encore, l'affirmation est fautive. Il suffit de rappeler à ce propos que, rien qu'au cours de l'année 2000, cette taxe a reçu d'importants soutiens, non seulement dans la société civile internationale, mais encore au sein d'institutions politiques nationales et internationales très diverses. Ainsi le Parlement Européen lui-même a-t-il débattu au mois de janvier une proposition sur la création de cette taxe, qui a recueilli 223 votes pour et 229 voix contre (avec 36 abstentions), ce qui donne une idée de l'équilibre politique au niveau européen autour de cette proposition. Il faut rappeler par ailleurs que des institutions comme le parlement canadien ou le gouvernement finlandais ont adopté des propositions favorables à ce sujet, et que l'on a de même débattu de la taxe Tobin dans les parlements de pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Brésil, tandis qu'un débat parlementaire est en préparation dans divers autres pays. Nous pensons que l'étendue de ces propositions et débats politiques sur la taxe Tobin vient contredire l'affirmation répandue selon laquelle la taxe ne serait que la proposition lunatique de quelques uns.

Troisième mythe : la taxe Tobin n'est pas viable techniquement. Cette affirmation non plus n'est pas exacte. L'argument fondamental sur lequel elle repose est que la mise en place de cette taxe dans tous les pays du monde s'avérerait très complexe et bureaucratique, sans parler du fait que cela provoquerait la délocalisation des capitaux vers les paradis fiscaux qui refuseraient d'appliquer cette taxe. Face à cet argument, il convient de rappeler que dans les faits les marchés un tant soit peu efficaces et automatisés fonctionnent par transactions financières électroniques, réalisées par l'intermédiaire de banques et établissements financiers liés aux systèmes nationaux de règlement et supervisés par leurs banques centrales respectives.

Bien qu'il reste encore du chemin à faire pour l'homogénéisation technique de ces systèmes, d'un point de vue technologique il n'y aurait pas trop de problèmes pour le fonctionnement pratique de cette taxe, avec un système de liquidations périodiques, et la mise en place d'un contrôle rapide et efficace a posteriori sur celles-ci. A cet effet, la Banque des Règlements Internationaux, organisme international de coopération monétaire entre banques centrales, pourrait jouer un rôle.

En ce qui concerne la diversité des pays et les échappatoires possibles à cette taxe mondiale, il faut prendre en compte, en premier lieu, le fait que 83% du commerce mondial de devises est concentré sur seulement 8 places financières (Londres, New York, Tokyo, Francfort, Paris, Singapour, Hong Kong et Zurich),

ce qui relativise le problème de la dispersion pour implanter et contrôler cette taxe. De plus, dans le cas d'une adoption légale de la taxe, les banques centrales pourraient pénaliser -en rejetant toute opération monétaire avec eux - les pays (ou paradis fiscaux) qui ne respectent pas le paiement de la taxe légale.

Quatrième mythe : la répartition des fonds créerait des tensions, des inégalités et de la corruption dans de nombreux pays. Cette affirmation est la moins rationnelle, et en tout cas la moins inquiétante de toutes. Nous croyons que ce qui crée des tensions ou des inégalités, c'est fondamentalement l'absence ou la rareté des ressources plutôt que la façon de les répartir. En tout cas, les manques et les besoins sont si grands au niveau mondial, et le volume de ressources que la dite taxe pourrait apporter si important, que nous sommes sûrs que la communauté internationale trouverait le moyen de parvenir à un consensus sur l'ordre des priorités et des actions à mener. A ce propos, en guise de modeste proposition, nous croyons que les premiers objectifs pourraient être l'allègement ou l'annulation de la dette extérieure des pays du Tiers Monde, qui atteint aujourd'hui globalement 2.3 billions de dollars, ou, ce qui revient au même, le gain prévu d'une seule année de taxe Tobin. Une autre possibilité serait de consacrer des fonds à la création d'une assurance mondiale contre les catastrophes naturelles, qui puisse couvrir rapidement et avec un minimum d'efficacité les effets (au moins économiques) des tremblements de terre, inondations, etc., qui frappent inexorablement et continueront de frapper un pays ou l'autre. La liste des besoins et des objectifs serait, en tout cas, très longue.

D'autre part, et pour une analyse efficace des possibilités et moyens de mettre en place cette proposition, il nous semble très important de tenir compte des travaux et contributions d'un groupe pluridisciplinaire qui serait créé à cet effet, et qui pourrait, avec un minimum d'objectivité (sans intérêts idéologiques ou politiques) définir une méthode de travail et un mode opératoire en vue de l'éventuelle mise en place de cette taxe. Il serait nécessaire qu'y collaborent des experts en matière de fiscalité, sociologie, statistique, science politique, macroéconomie, marchés financiers, géographie économique et même mathématiques et ingénierie informatique.

Finalement, et en guise de résumé, nous pensons que la taxe Tobin, en dépit des difficultés inhérentes à un projet de cette nature, ne semble pas être une proposition aussi utopique ou peu viable que certains peuvent le penser. Nous espérons que les hommes politiques de tous bords et l'ensemble des pays de la communauté internationale pourront être à la hauteur des citoyens et d'une société moderne comme la nôtre, et qu'en osant sortir du carcan desséchant et peu crédible

de l'orthodoxie économique, ils pourront nous offrir, en la faisant devenir réalité, cette première initiative fiscale d'ampleur mondiale; celle-ci, en plus d'augmenter la stabilité et l'efficacité à long terme du système économique international, pourrait contribuer à convaincre de nombreuses personnes des bienfaits d'une société véritablement globale.

Jesús Lizcano Álvarez est directeur de la revue Encuentros Multidisciplinares (Rencontres Pluridisciplinaires). Titulaire de la chaire d'Économie Financière et Comptabilité de l'Université Autonome de Madrid.

Jesús Lizcano Álvarez. El País, Madrid Parution Correo Informativo 75.
informativo@attac.org Traduction: Anne Chailleu, traductrice bénévole & Philippe Agard coordintrad@attac.org

Index